

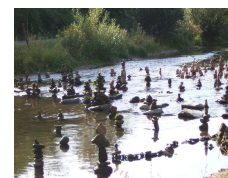
DESS Ingénierie des Hydrosystèmes Continentaux en Europe
Faculté des sciences - Université de Tours

SAXOD Emilie

Rapport de stage technique

Pour une gestion participative de l'eau et des milieux aquatiques

Retour d'expériences du Réseau Rhénan et éléments de méthode



Structure d'accueil : Direction de la Coopération
Internationale (Aquacoopé) - Office International de l'Eau
(Sophia-Antipolis)

Maître de stage : M. Pierre Henry de Villeneuve

Durée : 5 mois, de mai à septembre 2005

Thème : la participation du public dans la gestion de l'eau

Membres du jury :

- Mme Corinne Larrue
- M. Jean-Philippe Roy
- M. Fabien Languille

Remerciements

Un grand merci :

- ❖ A l'Office International de l'Eau pour m'avoir accueillie en tant que stagiaire.
- ❖ A M. Pierre Henry de Villeneuve, pour son suivi régulier et constructif, pour ses nombreux conseils, et pour sa bonne humeur.
- ❖ A l'ensemble du personnel de la Direction de la Coopération Internationale pour leur accueil chaleureux et leur convivialité.
- ❖ Aux différents partenaires du Réseau Rhénan pour leur coopération et leur sympathie :
 - Mme Kranz Nicole et Mme Vorwerk Antje d'Ecologic,
 - Mme Cécile Simonet et M. Epple Roberto d'European Rivers Network,
 - Mme Peters Martine et M. Schiltz Claude d'Hëllef fir d'Natur,
 - Mme Freiheit Birgit de Naturlandstiftung Saar,
 - M. Geiler Nikolaus et M. Lange Joerg de Regiowasser,
 - Mme Dresscher Ilse et Mme Kuiper Reina de Reinwater,
 - Mme Bismuth Christine et Mme Martinez Cathy de Solidarité Eau Europe,
 - M. Hahn Volker d'Umweltamt Stadt Karlsruhe,
 - M. Heintz Ulrich de Zweckverband Illrenaturierung.
- ❖ A Mme Natacha Jacquin, du Service National d'Information et de Documentation sur l'Eau, pour son accueil et ses renseignements.
- ❖ A mes parents pour leur soutien et leurs encouragements.

SOMMAIRE

RESUME.....	3
MOTS-CLES	5
Sigles et abréviations.....	7
INTRODUCTION.....	8
1. Contexte et finalités du stage	9
1.1. Montée en puissance de la démocratie participative : évolution des pratiques en lien étroit avec la mise en œuvre du développement durable.....	9
1.1.1. Evolution du contexte social face au mode de prise de décision	9
1.1.2. Evolution de la réglementation face au mode de prise de décision	10
1.1.3. Les exigences de la DCE.....	11
1.2. Le Réseau Rhénan : une coopération transfrontalière pour la promotion d'une gestion participative du Rhin	12
1.2.1. Objectifs du réseau	12
1.2.2. Partenaires du réseau et actions.....	13
1.2.3. L'Office International de l'Eau : présentation et rôle au sein du réseau	16
2. Fondements du guide de recommandations pour l'association et la sensibilisation du public	18
2.1. Un guide : pour qui, pour quoi, comment ?	18
2.2. Méthode de travail suivie : une construction progressive en réseau	20
2.3. Une démarche de référence pour la mise en œuvre d'une politique interactive.....	22
2.4. Boîte à outils : approche générale des techniques d'association du public... ..	28
2.4.1. Techniques d'information	29
2.4.2. Techniques de consultation	29
2.4.3. Techniques de participation	31
3. L'approche participative liée à la planification de la gestion de l'eau par bassin	36
3.1. La place de la participation dans le processus de planification	36
3.2. L'expérience internationale de mise en œuvre participative de la DCE sur le bassin Moselle - Sarre	37
4. Etudes de cas du Réseau Rhénan : pour la mise en œuvre participative de projets de gestion de l'eau	44
4.1. Des structures et projets divers, des démarches participatives variées	44
4.1.1. Association du public en amont	44
4.1.2. Association du public à mi-parcours	46
4.1.3. Association du public en aval.....	46
4.2. Synthèse et recommandations suite aux retours d'expériences	47

5. Les actions de sensibilisation pour vivre et comprendre son bassin et ses enjeux	51
5.1. Education à l'environnement : l'indispensable alliée pour une participation citoyenne de qualité à long terme.....	51
5.1.1. Un concept inscrit dans les textes	51
5.1.2. Typologie des pédagogies et des campagnes de sensibilisation : des publics et des moyens d'action diversifiés	52
5.1.3. Approches de sensibilisation et d'approfondissement	54
5.2. Evènements grand public adaptés aux bassins internationaux	55
5.2.1. Rivières d'images et fleuves de mots.....	55
5.2.2. Big Jump	57
5.3. Actions et projets pédagogiques locaux.....	58
5.4. Les classes d'eau : un concept d'éducation à la citoyenneté	61
5.5. Synthèse et recommandations suite aux retours d'expérience.....	63
CONCLUSION.....	65
BIBLIOGRAPHIE	68
Partenaires du Réseau Rhéna – Liens et missions	71
Liste des figures	74
Liste des annexes	75

RESUME

Depuis quelques années, la décentralisation des prises de décision au niveau des bassins hydrographiques et la participation du public sont des principes recommandés pour une gestion des ressources en eau efficace. L'Union Européenne a appuyé cette stratégie d'intervention durable par la Directive Cadre sur l'Eau (DCE) d'octobre 2000, qui impose aux Etats membres d'apporter la plus large information possible au public, et à plus forte raison aux parties concernées, de les consulter, et de les associer tout au long du processus de planification de la gestion de l'eau à l'échelle des districts hydrographiques. Il s'agit en fait de promouvoir une vision commune entre tous les usagers de l'eau grâce à une démarche participative intégrée.

Le RésEau Rhénan s'est constitué dans ce contexte de montée en puissance de la participation du public ; il a été soutenu par le programme européen INTERREG III B. Ce projet transnational le long du bassin du Rhin regroupe, depuis 2002 et jusqu'à fin 2006 sous l'initiative de Solidarité Eau Europe, des organismes variés d'Allemagne, de France, du Luxembourg et des Pays-Bas, qui ont décidé de travailler ensemble afin d'identifier, de valoriser et de développer les bonnes pratiques en matière d'association et de sensibilisation du public dans le domaine de l'eau. Ce partenariat large et varié est l'occasion de tester sur le terrain l'approche participative à différentes échelles et sur différentes problématiques, et de mettre en place des événements pédagogiques ouverts au grand public, afin de contribuer aux objectifs de la DCE.

Aussi, dans le cadre de ses activités, le Réseau Rhénan a souhaité apporter aux gestionnaires de terrain impliqués au niveau local et régional, des informations pratiques ainsi que des exemples, susceptibles de les éclairer dans leurs choix pour adopter une mise en œuvre participative de leurs projets, et inscrire ces derniers dans la politique générale de gestion intégrée de l'eau. La tâche de réaliser un guide de recommandations est revenue à l'Office International de l'Eau, partenaire du RésEau Rhénan. Il s'agissait de formaliser le premier retour d'expériences et la somme de savoirs, savoir-faire, expériences et réflexions des partenaires du Réseau, afin de valoriser des pistes utilisables par d'autres responsables de terrain engagés dans des projets de gestion de l'eau.

Un projet environnemental mené de manière participative trouve ses fondements dans ses liens au processus général de planification, et contribue à la sensibilisation. Pour promouvoir cette vision globale du concept de participation, le guide réalisé par l'OIEau aborde ce dernier à trois niveaux :

- ❖ la planification à l'échelle des bassins,
- ❖ la mise en oeuvre de projets ou mesures à l'échelle territoriale,
- ❖ la mise en place d'actions pédagogiques.

Par l'imbrication de ces niveaux, le guide offre une synthèse fournie d'informations sur les procédures d'association et de sensibilisation du public. Grâce à la compilation et à l'analyse des démarches participatives et pédagogiques mises en place par les partenaires du Réseau, il recense des facteurs de succès et donne des conseils pratiques utiles à tout porteur de projet de gestion de l'eau, sachant qu'il revient à chacun de se questionner sur les spécificités de son territoire et sur la conduite de son projet.

MOTS-CLES

Communication : elle permet

- de vendre un projet et de faire connaître ses résultats,
- de crédibiliser la politique en lui donnant une identité,
- de sensibiliser et d'informer les citoyens.

Il s'agit d'émettre des messages, d'écouter le public, et de réagir en conséquence.

Consultation : par la consultation, les autorités recueillent un avis, dont elles tiennent compte ou non, mais qui doit éclairer leur décision. Il s'agit d'évaluer les réactions et les demandes du public, qui est considéré comme personne-ressource ayant un pouvoir d'expertise.

Education à l'environnement : éducation par et pour l'environnement, selon des perspectives environnementales, éducative et pédagogique, pour :

- un épanouissement de l'individu,
- un respects mutuel et une interaction entre les sociétés,
- un environnement riche et diversifié
- aujourd'hui et pour l'avenir.

Gouvernance : processus de décision collectif n'imposant pas systématiquement une situation d'autorité, se caractérisant par la participation, la transparence et la responsabilité.

Information : diffusion de données, compte-rendu d'actions réalisées et de l'efficience des politiques, pour aider à la compréhension du sujet, des alternatives, des opportunités et des solutions . L'information peut être considérée comme « une pédagogie de la participation ». Elle peut être descendante (des autorités vers les personnes) ou ascendante (des personnes vers les autorités).

Médiatisation : action de faire connaître par les médias.

Participation : action de s'engager dans un projet, individuellement ou en groupe. La participation implique un partage du pouvoir et une codécision.

Public : trois types de public sont à prendre en compte dans une démarche de participation :

- les acteurs institutionnels comme les collectivités locales, les élus ;
- les parties concernées qui sont les acteurs de l'eau territoriaux (usagers économiques, sociétés d'aménagement, associations de protection de l'environnement, de consommateurs ou de pêche), le plus souvent organisés en regroupements et participant par l'intermédiaire de leur représentants ;
- le grand public ou le tout public.

Sensibilisation : première approche d'un sujet, qui fait souvent appel à l'affectif, l'intérêt, voire l'implication du public, et qui vise à faire naître le questionnement à travers la découverte de l'inconnu.

Stakeholder : (acteur-clé/ acteur prioritaire) : personne, groupe ou organisation, directement concernés par un projet, soit car ils seront affectés par ce dernier, soit car ils ont des connaissances, de l'expérience ou de l'influence dans le domaine.

Sigles et abréviations

BNDE : banque nationale des données sur l'eau

CIPMS : commissions internationales pour la protection de la Moselle et de la Sarre

CWEDD : conseil wallon de l'environnement et du développement durable

DCE : directive cadre sur l'eau

DCI : direction de la coopération internationale

DESD : décennie des Nations-Unies pour l'éducation en vue du développement durable

ERN : European rivers network

FEDIL : fédération des industriels luxembourgeois

OIEau : office international de l'eau

RIFM : rivières d'images, fleuves de mots

RNDE : réseau national des données sur l'eau

SDAGE : schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux

SEE : solidarité eau Europe

SIAS : syndicat intercommunal à vocations multiples Syre

SIG : système d'information géographique

SNIDE : service national d'information et de documentation sur l'eau

SYVICOL : syndicat intercommunal des villes et communes du Luxembourg

INTRODUCTION

Le partage du pouvoir de décision sur l'usage des ressources en eau avec ceux qui les côtoient dans leur cadre de vie, rend leur gestion plus efficace car mieux acceptée et moins coûteuse, grâce à la conjonction des efforts de chacun. Aussi, depuis quelques années, la décentralisation au niveau des bassins hydrographiques et la participation du public sont devenues des principes recommandés pour la gestion de l'eau. La Directive Cadre sur l'Eau d'octobre 2000 a appuyé cette logique d'intervention plus durable en imposant aux Etats membres de faire participer le public tout au long du processus de planification de la gestion de l'eau à l'échelle des bassins (districts) hydrographiques.

Dans le cadre de ses activités, le Réseau Rhénan, projet transnational le long du bassin du Rhin, a alors souhaité apporter aux acteurs territoriaux de la gestion de l'eau des informations juridiques, techniques et pratiques, ainsi que des illustrations susceptibles de les éclairer dans leurs choix pour adopter une mise en œuvre participative de leurs projets et inscrire ces derniers dans la politique générale de gestion intégrée de l'eau. La tâche de réaliser un guide de recommandations est revenue à l'Office International de l'Eau, partenaire associé du Réseau Rhénan. Il s'agissait de formaliser le premier retour d'expériences des partenaires du Réseau et de synthétiser des données sur les procédures et les outils de participation, afin de donner aux gestionnaires de projet des exemples de démarches participatives et des conseils pratiques de base, pour les aider à mettre en œuvre une politique de l'eau interactive. Ce travail m'a été alors confié comme sujet de stage.

Quelles informations et recommandations peuvent être utiles aux acteurs territoriaux de la gestion de l'eau pour qu'ils mettent en œuvre leurs projets de façon participative ?

Tout d'abord je présenterai le contexte de mon stage et ses finalités, puis je développerai les fondements sur lesquels s'est basée la construction du guide. J'aborderai ensuite la participation du public à la planification de la gestion de l'eau par bassin, puis à la mise en œuvre de projets territoriaux. Je terminerai par une présentation du concept de sensibilisation du public et de son rôle pour une participation citoyenne de qualité.

1. Contexte et finalités du stage

1.1. Montée en puissance de la démocratie participative : évolution des pratiques en lien étroit avec la mise en œuvre du développement durable

1.1.1. Evolution du contexte social face au mode de prise de décision

L'organisation de la décision dans une société dépend de ses fondements profonds.

La participation se définit comme l'engagement de la société civile dans la prise de décision ; elle fait aujourd'hui partie intégrante du **processus démocratique**.

Les politiques publiques centralisées ont montré leurs limites dans la lutte contre la dégradation des écosystèmes. La **décentralisation et la participation du public** sont devenues des principes d'intervention recommandés et utilisés par de plus en plus de gouvernants. Elles marquent une **évolution culturelle** où le public est impliqué d'avantage aux prises de décision, afin de mêler et concilier les diverses sensibilités. C'est encore plus vrai dans le domaine de l'environnement où les décisions touchent directement le cadre de vie. Aujourd'hui, le développement durable sert de contexte à la gestion sociale de l'eau.

Il a été prouvé à de multiples occasions que l'élaboration de politiques et de projets, par le biais d'une approche participative, est plus durable, moins coûteuse sur le long terme, et mieux acceptée. Ainsi l'administration développe progressivement des **modes de relations plus horizontales** avec les administrés afin d'atténuer le modèle traditionnel fondé sur un rapport univoque entre un pouvoir monopolistique et des individus indistincts. De manière générale, des **outils de démocratie participative** sont mis en place en complément de la démocratie représentative, et la réglementation directe est de moins en moins utilisée comme instrument politique.

Il s'agit de simplifier le cadre d'action pour l'ensemble des acteurs concernés, et de fonder le processus de décision moins sur la contrainte et plus sur la participation et la responsabilisation. On parle à ce propos de **gouvernance** : une stratégie d'ensemble inscrite dans le long terme ne peut émerger que d'une coopération entre les institutions et les différentes parties intéressées, dans laquelle chacune exerce pleinement ses compétences. Aussi, **l'appel à l'intelligence des citoyens** s'observe de plus en plus : cette intelligence collective est mise au service de la coproduction d'un développement territorial plus cohérent et partagé. Les **réseaux** sont aujourd'hui de véritables moteurs de changement.

Mais cette mise en place d'une mobilisation active, soutenue et continue du public constitue un défi permanent. Développer les conditions d'une coproduction oblige en effet les

responsables à modifier leur regard et à considérer les acteurs de terrain comme une ressource, un échelon à partir duquel il est possible de construire collectivement. La participation du public n'a pas vocation à remplacer les responsabilités de la puissance publique, mais au contraire à l'enrichir.

1.1.2. Evolution de la réglementation face au mode de prise de décision



La conférence des Nations Unies sur l'environnement ou « Sommet de la terre » à Rio de Janeiro en 1992 a initié un mouvement de fond vers une plus grande implication du public ; sa **déclaration sur l'environnement et le développement** énumère 27 principes de développement durable dont le dixième porte sur la participation du public : « Le public doit être impliqué dans les décisions dans le cadre de mesures législatives efficaces, économiques en internalisant les coûts grâce au principe pollueur payeur, par des études d'impact ».

C'est dans cet esprit que l'Union Européenne et 39 autres pays ont adopté le 25 juin 1998 la **Convention dite d'Aarhus**. Celle-ci, entrée en vigueur au plan international le 30 octobre 2001, est un cadre multilatéral sur l'information en amont, la participation de la société civile au processus décisionnel, et l'accès à la justice en matière d'environnement.

La **Convention d'Espoo** généralise la consultation des pays limitrophes dans le cadre de la procédure d'impact dès lors qu'est envisagée la réalisation de projets ayant une incidence transfrontalière importante.

Les principes de la Convention d'Aarhus ont été transposés au niveau communautaire dans plusieurs directives :

- ❖ la **Directive Cadre sur l'Eau (DCE) du 23 octobre 2000** qui demande aux acteurs de l'eau de travailler, grâce à une approche participative, à la recherche d'une vision partagée entre tous les usagers pour une gestion intégrée de l'eau par bassin.
- ❖ la **directive du 27 juin 2001**, relative à l'évaluation des incidences des plans et programmes sur l'environnement, qui fait explicitement référence à la participation du public pour contribuer à une plus grande transparence du processus décisionnel, ainsi

que pour assurer l'exhaustivité et la fiabilité de l'information fournie en vue de l'évaluation ;

- ❖ la **directive du 28 janvier 2003** qui prévoit l'amélioration de l'accès du public à l'information en matière d'environnement ;
- ❖ la **directive du 26 mai 2003** qui prévoit la participation du public lors de l'élaboration de certains plans et programmes relatifs à l'environnement.

1.1.3. Les exigences de la DCE

La DCE instaure de nouvelles exigences dans le pilotage de la politique de l'eau, à savoir : *l'information, la consultation, et la participation active du public*. Ces exigences sont énoncées et explicitées à quatre reprises :

- Dans le considérant 14 du préambule : *« le succès de la présente directive [...] requiert également l'information, la consultation et la participation du public, y compris des utilisateurs »*
- Dans le considérant 46 du préambule : *« afin de permettre la participation du public en général, notamment les utilisateurs d'eau [...] il est nécessaire de mettre à leur disposition des informations appropriées sur les mesures envisagées [...] afin qu'ils puissent intervenir avant l'adoption des décisions finales concernant les mesures nécessaires »*
- Dans l'annexe VII : *« (...) Un résumé des mesures prises pour l'information et la consultation du public, les résultats de ces mesures et les modifications apportées en conséquence au plan »*
- Dans l'article 14 : *« information et consultation du public »*.

La DCE crée donc trois obligations pour les Etats membres :

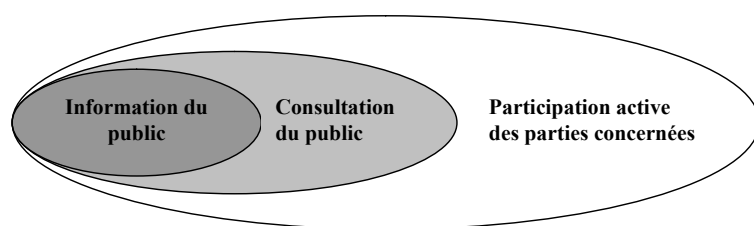
- ❖ **informer le public**, c'est-à-dire mettre à sa disposition des documents identifiés d'une part, et répondre à ses demandes d'information d'autre part, et cela tout au long du processus de planification. C'est la forme d'association du public à la gestion de l'eau la plus simplifiée puisqu'il s'agit d'une communication à sens unique.
- ❖ **Consulter le public** aux étapes importantes de l'élaboration du plan de gestion : il s'agit cette fois d'un échange dans les deux sens mais de manière canalisée, l'avis du

public étant recueilli et pris en compte au maximum, en assurant la transparence du processus.

- ❖ Encourager la **participation active** de toutes les parties concernées, qui sont amenées à apporter leur contribution au processus de planification, et ce tout au long de la mise en œuvre de la directive.

Figure 1 : Les trois formes d'association du public d'après la DCE

(Source : Saxod Emilie , 2005)



Le **public** évoque le tout public, « une ou plusieurs personnes physiques ou morale » au sens de la convention d'Aarhus.

Les **parties concernées** sont les acteurs de l'eau (collectivités locales, usagers économiques, sociétés d'aménagement, associations de protection de l'environnement, de consommateurs ou de pêche), le plus souvent organisés en regroupements et participant par l'intermédiaire de leur représentants.

La DCE s'inscrit parfaitement dans les contextes social et législatif actuel en terme d'association du public en amont de la prise de décision. En effet, elle renforce l'idée d'une gestion collective de l'eau, sur la base d'un savoir produit collectivement entre les détenteurs des connaissances techniques, les acteurs économiques et politiques, et le grand public.

1.2. Le Réseau Rhénan : une coopération transfrontalière pour la promotion d'une gestion participative du Rhin

1.2.1. Objectifs du réseau

C'est dans ce contexte de montée en puissance de la participation du public, et dans le cadre du **programme européen INTERREG III B**, que le RésEau Rhénan s'est constitué. En effet, ce dernier vise, sur sa durée totale de cinq ans courant jusqu'à fin 2006, à identifier,

valoriser et développer les **bonnes pratiques en matière de participation du public** dans le domaine de l'eau sur le bassin du Rhin (cf. annexe 1).

Le **bassin du Rhin**, au cœur d'une des régions les plus peuplées et industrialisées d'Europe, recèle un savoir local riche et varié dans la gestion de l'eau, ainsi qu'un grand nombre d'initiatives citoyennes, associatives, communales, du secteur privé, du secteur public, et des organisations transfrontalières. Ces démarches locales sont particulièrement importantes dans l'optique de la mise en œuvre de la DCE.

Le Réseau Rhénan s'est donc fixé comme objectifs :

- ❖ de déterminer, de mettre en valeur et de promouvoir les pratiques locales de gestion participative de la ressource en eau ;
- ❖ de renforcer la coopération européenne de proximité à l'échelle du bassin versant et de promouvoir le concept de gestion partagée ;
- ❖ de diffuser largement les connaissances de terrain ainsi acquises, et de sensibiliser le grand public, et notamment les jeunes, aux problèmes de gestion de l'eau et à la protection de la ressource en eau et de l'environnement.

1.2.2. Partenaires du réseau et actions

Le Réseau Rhénan est un projet transnational le long du bassin du Rhin qui s'appuie sur un **partenariat large et varié** (municipalités, ONG, fondations,...). Ce projet regroupe, sous l'initiative de Solidarité Eau Europe, des organismes d'Allemagne, de France, du Luxembourg et des Pays-Bas, qui ont décidé de travailler ensemble :

- Naturlandstiftung Saar (D), contractant principal,
- Ministerium für Umwelt des Saarlandes (D),
- Ministerium für Umwelt und Verkehr Baden-Württemberg (D),

- Communauté d'Agglomération Sarreguemines Confluences (F),
- Ecologic (D),
- European Rivers Network (F),
- Fondation Hëllef fir d'Natur (L),
- Office International de l'Eau (F),
- Regiowasser e. V. (AK-Wasser) (D),

- Stichting Reinwater (NL),
- Umweltamt Stadt Karlsruhe (D).

Cette mise en réseau transfrontalière permet une meilleure coordination et diffusion de l'information. Elle favorise le développement d'initiatives, l'enrichissement mutuel, le croisement de pratiques, et le renforcement de solidarités.

Le réseau Rhénan est un projet de 3.5 millions d'Euros, qui bénéficie à hauteur de 50 % d'un financement européen dans le cadre du programme INTERREG IIIB NWE ; les 50 % restants sont couverts par les partenaires.

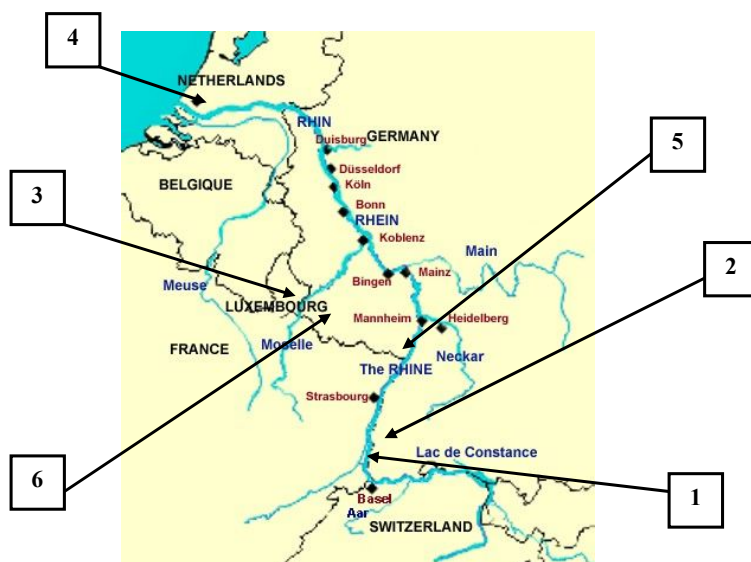
Les partenaires du Réseau Rhénan ont décidé de s'associer pour **tester sur le terrain l'approche participative et mettre en place des événements ouverts au grand public**, afin de contribuer aux objectifs de la DCE de l'information des citoyens et de l'amélioration des processus de prise de décision dans la gestion de l'eau.

Les actions menées dans le cadre du projet s'appuie notamment sur **6 études de cas réelles**, et autant de groupes d'acteurs locaux, le long du Rhin :

- ❖ (1) revitalisation du Vieux Rhin (F, D, CH),
- ❖ (2) renaturation de la Dreisam à Fribourg (D),
- ❖ (3) recensement, protection et gestion des zones humides au Luxembourg (L),
- ❖ (4) sensibilisation à la DCE en Hollande,
- ❖ (5) renaturation des berges de l'Alb à Karlsruhe (D),
- ❖ (6) renaturation de l'Ill à Eppelborn, Illingen, Marpingen et Merchweiler (D).

Figure 2 : Carte du bassin du Rhin et localisation des études de cas

(Source : www.ern.org)



Ces projets territoriaux de gestion de l'eau doivent concrétiser l'association du public tout au long de leur mise en oeuvre.

Au delà de ces études de cas, des **actions d'information et de sensibilisation du public** sont organisées à l'échelle du bassin sous forme :

- ❖ de **sessions locales d'information** sur la participation active de la société civile à la gestion de l'eau (Moselle / Sarre) ;
- ❖ d'un **concours pédagogique** "Rivières d'images, fleuves de mots" dans les écoles sur l'ensemble du bassin versant du Rhin, avec présentation des résultats par une exposition itinérante ;
- ❖ d'une **Journée de baignade** « Big Jump » dans le Rhin et ses affluents, pour redonner à la population l'envie de se réapproprier le fleuve.

1.2.3. L'Office International de l'Eau : présentation et rôle au sein du réseau

Présentation :

L'Office International de l'Eau est une **association** sans but lucratif, chargée de missions d'intérêt général, créée dans le cadre de la loi française du 1^{er} juillet 1901, et déclarée d'utilité publique le 13 septembre 1991.

L'OIEau a vocation de **réunir l'ensemble des organismes publics et privés impliqués dans la gestion et la protection des ressources en eau en France, en Europe et dans le Monde**. Il compte actuellement 149 organismes adhérents, réunissant toutes les compétences pour une gestion durable des ressources en eau :

- organisations de coopération bi et multilatérale,
- ministères, agences de bassin,
- collectivités locales,
- universités, grandes écoles, centres de recherche,
- aménageurs régionaux, distributeurs et professionnels de l'eau,
- bureaux d'études, industriels, fédérations professionnelles,
- organisations non gouvernementales...

L'association a pour but de créer un **réseau de partenaires** désirant tisser entre eux des liens permanents de collaboration réciproque et mettre en valeur toutes les facettes de l'expertise qu'ils peuvent apporter dans leurs domaines complémentaires.

L'OIEau emploie 110 collaborateurs permanents dans ses établissements de Paris, Limoges-La Souterraine et Sophia-Antipolis en France, et peut mobiliser un réseau de 380 experts internationaux (cf Annexe 2).

La Direction de la Coopération Internationale (DCI - Aquacoopé) de l'OIEau intervient dans le conseil et la formation dans les domaines législatifs, réglementaires, institutionnels, financiers ou sociaux nécessaires à la préparation et à la mise en œuvre des **réformes** souhaitables pour améliorer la gestion locale de l'eau. L'OIEau propose aux pays et institutions qui le souhaitent de travailler avec eux à l'amélioration de leurs propres capacités d'organisation administrative, prioritairement dans les domaines de :

- ❖ la gestion intégrée des ressources en eau, des bassins versants, des lacs et aquifères,
- ❖ l'adduction d'eau potable et l'assainissement,
- ❖ la prévention et le contrôle des pollutions industrielles,
- ❖ la conception et le management des aménagements hydrauliques.

Une des autres priorités de l'OIEau est le développement de la **formation professionnelle** continue. Chaque année, l'OIEau forme plus de 4000 stagiaires en France et dans le Monde. Il s'agit d'un enseignement tourné vers la pratique concrète des métiers de l'eau. L'OIEau anime également des programmes de sensibilisation des élus locaux et des usagers à la gestion des ressources en eau. Il aide aussi les institutions qui le souhaitent à créer leurs propres centres de formation.

Enfin, l'Office International de l'Eau s'implique pour **organiser des systèmes modernes d'information et de monitoring**. A ce titre, il est l'animateur en France du Réseau National des Données sur l'Eau (RNDE) et de la Banque Nationale des Données sur l'Eau (BNDE). Il est aussi partenaire du Centre Thématique sur les Eaux de l'Agence européenne de l'environnement. L'OIEau propose également d'apporter, aux pays qui le souhaitent, son appui à la conception de leurs propres réseaux de mesures.

Rôle au sein du Réseau Rhénan :

Le rôle de l'OIEau dans le RésEau Rhénan a été essentiellement orienté sur l'analyse et l'évaluation des démarches participatives dans les différentes actions soutenues par le Réseau, afin de réaliser un guide de recommandations pour la participation du public à destination des porteur de projets dans le domaine de la gestion de l'eau. Pour mener à bien ce projet, l'OIEau a travaillé étroitement avec ses partenaires du Réseau Rhénan.

2. Fondements du guide de recommandations pour l'association et la sensibilisation du public

2.1. Un guide : pour qui, pour quoi, comment ?

Pour qui ?

Ce guide de recommandations s'adresse donc aux acteurs territoriaux de la gestion de l'eau impliqués au niveau local et régional, comme les collectivités territoriales, les ONGs,... Ces destinataires directs pourront diffuser plus largement le document auprès de leurs interlocuteurs et partenaires.

Dans quel but ?

Le guide, grâce à la synthèse d'informations sur les procédures et les outils de participation, ainsi qu'à l'analyse des études de cas du Réseau Rhénan, donne aux gestionnaires de projet des exemples de démarches participatives et des conseils pratiques de base pour les aider à mettre en œuvre une politique de l'eau interactive et efficace. Comment améliorer l'accès du public à l'information, comment impliquer le public dans le projet et prendre en compte ses attentes, comment instaurer le dialogue avec les acteurs clés ? Le guide tente de répondre à ces questions et de donner des pistes de réflexion.

Organisation du guide :

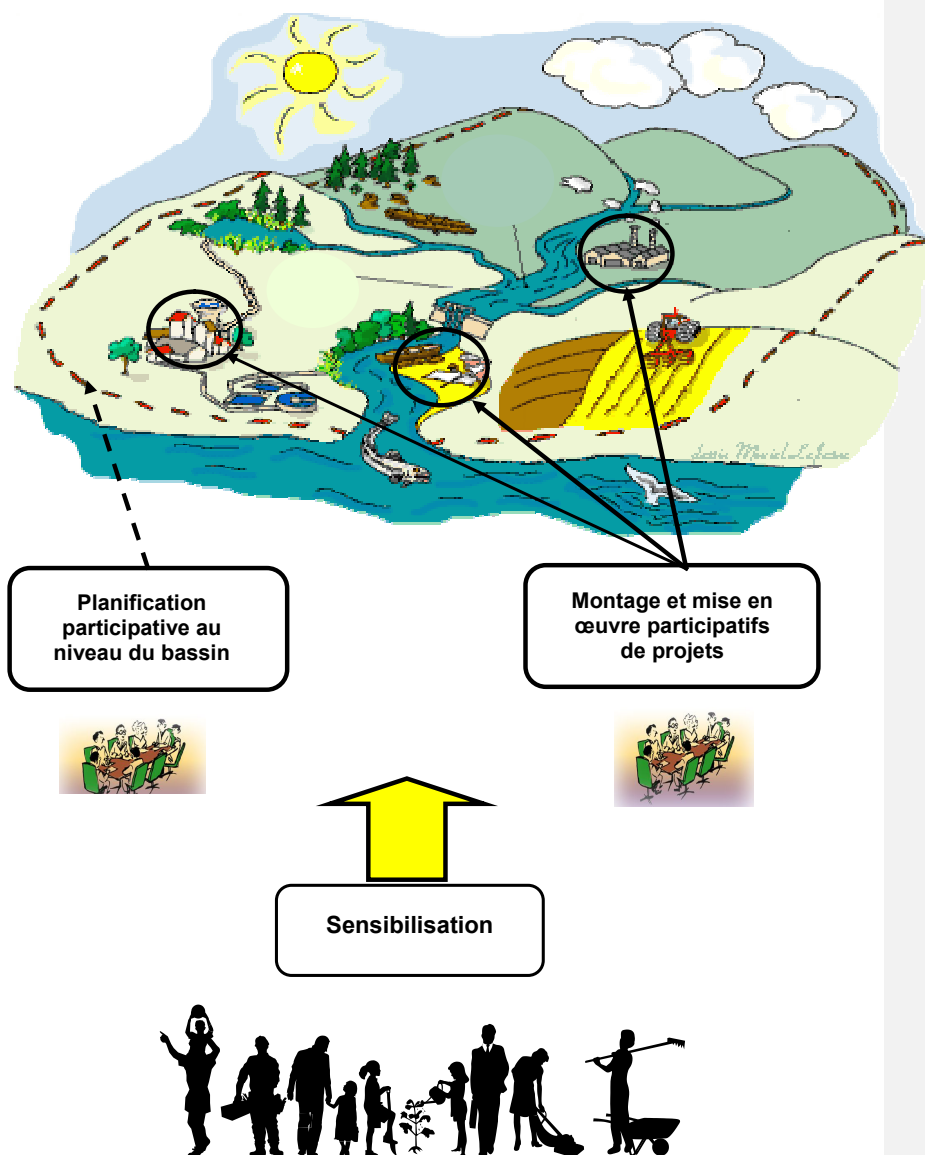


Le guide aborde la participation du public à trois niveaux interreliés (cf. figure 3) :

- ❖ la **planification** au niveau des bassins, fixant des orientations et des mesures globales (chapitre 3),
- ❖ la réalisation de **projets ou mesures ciblés** au niveau territorial (chapitre 4),
- ❖ la mise en œuvre continue d'une démarche de **sensibilisation** du public pour accroître son envie de participer et lui apporter une meilleure connaissance des enjeux (chapitre 5).

Figure 3 : La participation du public sensibilisé à la définition des politiques de l'eau (planification) et des projets associés

(Source : Saxod Emilie, 2005, d'après Ministre de l'environnement du Québec)



L'articulation de ces échelles est en effet essentielle pour intégrer une mobilisation locale dans une démarche globale, et développer en parallèle une approche pédagogique afin d'apporter les connaissances indispensables à une participation de qualité. Il s'agit de coordonner long et court terme pour qu'ils se nourrissent l'un de l'autre.

Ainsi, bien que ce guide vise plus particulièrement les gestionnaires de projet, il m'est apparu indispensable de rapporter plus largement les expériences des partenaires du Réseau Rhénan au niveau de chacune de ces échelles. En effet, un projet environnemental mené de manière participative trouvera ses fondements dans ses liens au processus général de planification, et contribuera à la sensibilisation.

2.2. Méthode de travail suivie : une construction progressive en réseau

Le guide de recommandations devait rassembler, organiser et rendre accessible la somme de savoirs, savoir-faire, expériences et réflexions du Réseau Rhénan. Pour le réaliser, j'ai alors dû travailler en **étroite collaboration** avec ses différents partenaires. De plus, ma construction du guide a été progressive, elle a suivi une **démarche en « allers-retours »** avec des tâches itératives.

Avant de débiter mon stage, pour m'imprégner du sujet et comprendre son contexte, j'ai assisté à deux **rencontres des partenaires** du Réseau Rhénan :

- ❖ en février, je suis allée à Saarbrücken (D) pour un colloque sur le concept de participation du public (cf. Annexe 3). Cela a été l'occasion de me présenter aux différents partenaires et de faire leur connaissance. J'ai aussi découvert la « méthode Klinkers » (cf. 2.3) pour la mise en œuvre une politique interactive.
- ❖ Puis en avril, je me suis rendue à Karlsruhe (D) où j'ai participé à une réunion sur l'aspect financier du Réseau, et à une présentation du « Big Jump » par son fondateur, M. Roberto Eppe. (cf. Annexe 4).

Pour orienter et compléter mes recherches bibliographiques, j'ai également rencontré en mars Mme Natacha Jacquin au Service National d'Information et de Documentation sur l'Eau (SNIDE) l'OIEau à Limoges.

Cette entrée en matière riche m'a permis de commencer mon stage début mai avec des objectifs de travail clairs et une bonne base documentaire à étudier.

J'ai d'abord poursuivi **ma recherche et ma synthèse bibliographiques** générales sur le concept de participation du public, sur la réglementation dans ce domaine, et sur les techniques et outils existants. Aussi, pour avoir rapidement une vision plus concrète, j'ai organisé début juin, un **entretien avec chaque partenaire** du Réseau Rhéna. Il s'agissait d'obtenir plus de détails sur leurs projets participatifs de gestion de l'eau et de connaître leur retour d'expérience ; pour orienter les entretiens, j'ai rédigé une trame de questions clés en français, anglais et allemand (cf. Annexe 5), que j'ai envoyée à chaque collaborateur une dizaine de jours avant de les rencontrer. Puis pendant une semaine, je suis allée d'Amsterdam à Fribourg (D), en passant par le Luxembourg et Sarrebruck (cf. Annexe 6). Les partenaires m'ont accueillie chaleureusement et m'ont consacré un peu de leur temps pour répondre à mes questions. Cet exercice n'a pas été toujours évident à cause de la langue, mais il a été très positif et enrichissant : j'ai pris connaissance de différents points de vue sur le concept de participation et de différentes techniques d'association et de sensibilisation du public. A Karlsruhe, j'ai également participé à une réunion avec l'ensemble des partenaires ; à cette occasion j'ai pu discuter et m'accorder avec eux sur le contenu attendu du guide et son organisation.

A mon retour de mission, j'ai alors élaboré un plan précis du guide. Pour valoriser les résultats des entretiens et les présenter de manière constructive, j'ai conçu une **fiche descriptive** pour chaque étude de cas suivant une **démarche de référence** pour la planification et la mise en œuvre participatives d'une politique ou d'un projet. J'ai pu également compléter mes recherches bibliographiques sur les **outils** de participation du public, par des remarques ou des recommandations pratiques faites par les différents partenaires du Réseau, et susceptibles d'aider concrètement les gestionnaires de projets dans le domaine de l'eau (cf. chapitre 4).

En parallèle, j'ai approfondi ma réflexion sur les **exigences de la DCE** en matière de participation du public, véritables lignes directrices pour la planification des politiques de l'eau à l'échelle des grands bassins versants. Afin d'illustrer le concept de planification participative, je me suis appuyée sur le cas du bassin Moselle-Sarre (cf. chapitre 3).

Aussi, pour renforcer mes recherches sur la sensibilisation du public et son éducation à l'environnement, j'ai été durant deux jours fin juin à Brisach (D), pour la **fête de clôture du concours pédagogique « Rivières d'Images, Fleuves de Mots »** sur le Rhin (cf. Annexe 7 et chapitre 5.2). Sur place, j'ai alors participé à des ateliers thématiques et expérimentaux organisés pour les élèves et leur professeur, j'ai également assisté aux discours officiels et à la

remise des prix. J'ai pu discuter avec quelques enfants, professeurs et organisateurs, et avoir ainsi leurs impressions sur cet événement de sensibilisation.

Ensuite, j'ai poursuivi mon travail de compilation et de mise en forme de données pour la rédaction d'un guide opérationnel. Fin août, j'ai envoyé une **première ébauche** du guide aux partenaires francophones pour qu'ils la lisent et me fassent part de leurs remarques. J'ai également été au Puy en Velay avec mon maître de stage pour rencontrer M. Roberto Epple et Mme Cécile Simonet **d'European Rivers Network**, afin de connaître la finalité de l'association, ses actions passées, présentes et à venir, et leur avis sur le guide.

J'ai également réalisé des **tâches auxiliaires**, toujours en rapport avec le Réseau Rhénan : j'ai participé à la **rédaction du rapport d'Ecologic**, institut pour une politique environnementale européenne et internationale, sur l'état des lieux général de la participation du public pour la planification des actions sur le bassin du Rhin (*Public participation in the Rhine River Basin*), afin de présenter la politique de gestion de l'eau française (cf. Annexe 8). J'ai aussi rédigé un **article** pour présenter les activités de l'OIEau au sein du Réseau Rhénan pour les Nouvelles 2005 de l'OIEau (cf. Annexe 9).

L'objectif de cette méthode de travail en réseau n'était pas de parvenir à des recommandations collectives péremptoires, mais de formaliser un premier retour d'expériences pour valoriser des pistes utilisables par d'autres responsables de terrain engagés dans des projets de gestion de l'eau.

2.3. Une démarche de référence pour la mise en œuvre d'une politique interactive

La coproduction d'une politique publique ou d'un projet suppose qu'elle soit pensée et réalisée de façon à impliquer le plus grand nombre d'acteurs possibles dès le démarrage et à toutes les étapes. La méthodologie expliquée ci-après, inspirée de la méthode conçue par Klinkers, consultant hollandais en politique publique (cf. Annexe 10), s'applique pour l'élaboration participative d'une politique ou d'un projet, suivant différentes phases chronologiques, par une structure porteuse en collaboration étroite avec des acteurs concernés, et avec l'appui d'experts.

Une caractéristique importante de cette démarche est, que le ou les porteurs de projet, qui gardent souvent le rôle déterminant d'animateur, acceptent de mettre en jeu les conditions de sa réalisation, en partageant le processus de décision du début à la fin. Ce processus est

structuré en sept grandes phases au cours desquelles les différents partenaires s'engagent personnellement et coopèrent (cf. Figure 4) :

Phase de démarrage :

Suite à une problématique territoriale particulière, les gestionnaires se mettent d'accord, avant toute autre action, pour la résoudre en engageant un **processus interactif de participation** ; tout d'abord, ils doivent définir clairement le **problème rencontré** ainsi qu'un **objectif final**, et une **échelle de travail**. Pour éviter tout blocage, les étapes suivantes et les solutions devront elles être pensées et élaborées au fur et à mesure de la démarche participative et des échanges entre les différents acteurs.

Analyse des acteurs :

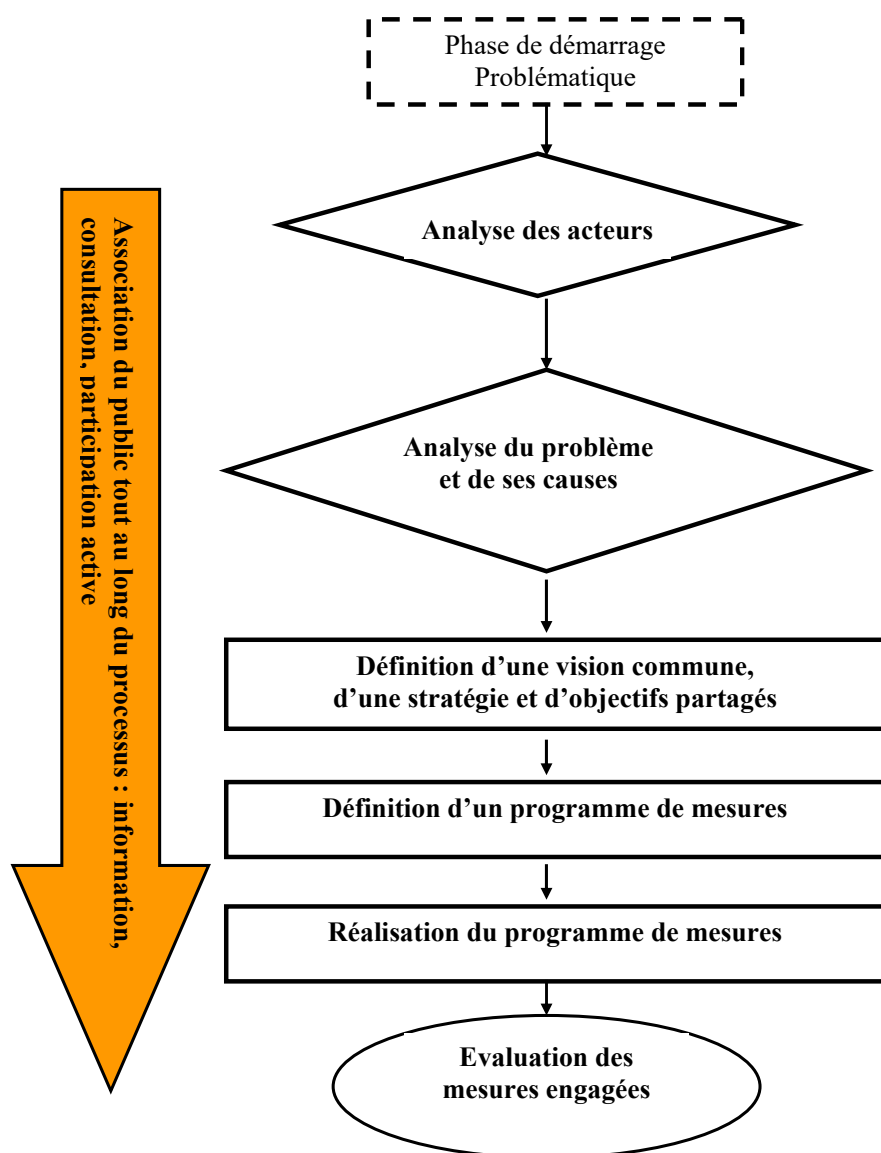
Après cette mise au point interne, les gestionnaires doivent déterminer les différentes **personnes à consulter et à associer** au projet ou à la politique menés. Il est nécessaire qu'ils identifient qui doit et qui souhaite participer, quels sont les acteurs porteurs, experts, et ceux qui sont susceptibles d'être affectés. Il faut qu'ils distinguent tout d'abord les **acteurs clés** ou « stakeholders » qui sont concernés directement par la problématique, et qu'ils élargissent ensuite ce cercle à un **réseau plus large, au grand public**.

Une analyse plus fine doit leur permettre d'évaluer les intérêts de ces différents acteurs, la portée de leurs interventions, et d'éclairer les conflits présents ou potentiels. La réussite d'une démarche participative dépend de l'implication de structures représentant des intérêts ou des visions du spécifiques.

L'analyse des acteurs est un exercice relativement simple, qui permet de réduire le risque d'oublier un acteur important, et de donner un premier aperçu des différents angles sous lesquels la problématique peut être abordée. Elle doit permettre de différencier les acteurs à informer ou ceux qui peuvent servir à relayer l'information, ceux qu'il faut consulter, et ceux à impliquer activement dans les différentes étapes du projet.

Figure 4 : Méthodologie de référence pour une politique interactive et participative

(Source : Saxod Emilie, 2005, d'après Klinkers Public Policy Consultants)



Les acteurs ainsi sélectionnés doivent adhérer dès le début de la procédure et leur motivation doit être maintenue tout au long de la démarche. Les porteurs de projets sont donc appelés à être toujours **disponibles** pour répondre aux questions, et à mener les échanges avec une **ligne de conduite impartiale et transparente** pour établir un climat de confiance. Il est essentiel qu'ils élaborent un « **règlement intérieur** », un **plan directeur d'association du public**, et qu'ils choisissent des outils adaptés.



Ces quelques questions sont à se poser dès le démarrage :

- Y a-t-il besoin de communication entre l'équipe du projet et le groupe d'acteurs ciblés et/ou de communication entre les acteurs associés ?
- Quels moyens (temps, argent, personnel) sont disponibles pour réaliser la démarche participative ?
- Faut-il mettre en place un comité permanent ou en réunir un de façon temporaire ?
- Est-il nécessaire d'avoir recours à des experts extérieurs ? et si oui lesquels ?

La mise en réseau d'acteurs aux intérêts très différents est une source de richesse mais aussi de conflits éventuels. Il convient alors d'affirmer les principes **d'égalité et de co-responsabilité** de tous les partenaires. Ces derniers ne doivent pas être mis en situation d'opposition mais plutôt d'association pour collaborer à l'atteinte d'un objectif commun.

Il est également souhaitable que l'équipe responsable n'adopte pas la posture d'une autorité supérieure mais plutôt celle d'un « **facilitateur** » **de projets**. Quel que soit le mode de participation, il est capital qu'un **cadre clair et précis** soit connu, accepté et respecté par tous les acteurs. Cela demande de la part des porteurs de projet une réflexion préalable approfondie et une évaluation à chaque étape du processus, mais facilite la transparence et la lisibilité de la démarche, et la compréhension du processus par les participants.

Analyse des problèmes et des causes :

L'analyse des problèmes et de leurs causes doit permettre de justifier en premier lieu la stratégie d'intervention.

Les différents acteurs identifiés sont d'abord **informés** sur le sujet, puis **consultés** individuellement ou par groupes, pour donner leur perception de la problématique et de ses causes, les solutions qu'ils envisagent, le rôle, la contribution ou la responsabilité qu'ils pourraient avoir.



Les questions types à leur poser sont :

- Quels problèmes percevez-vous ou vous affectent-ils actuellement ?
- D'après vous, quelles sont les causes de ce(s) problème(s) ?
- Quelle situation plus favorable souhaiteriez-vous ? Que faut-il changer ?
- Que pouvez-vous ou souhaiteriez vous faire pour contribuer à l'atteinte de cette situation ?

Suite à cette consultation, qui peut prendre différentes formes et s'appuyer sur différents outils, l'équipe du projet réalise une **anthologie** pour compiler l'ensemble des points de vues et opinions, et classer, sous forme d'**arborescences**, les problèmes, leurs causes sous-jacentes et les solutions possibles.

Le document synthétique de l'anthologie doit être diffusé à l'ensemble des acteurs pour que chacun prenne connaissance de l'avis des autres et de la complexité du problème ou de projet. En effet, l'analyse des problèmes et des causes doit être acceptée par tous les acteurs. Il est également préférable qu'un groupe d'**experts** extérieurs et/ou d'acteurs expérimentés dans ce genre d'analyse et connaissant bien la problématique du projet, soit questionné et valide l'analyse.

Définition d'une vision commune, d'une stratégie partagée, d'objectifs :

Les étapes décrites précédemment sont des phases d'analyse préparatoires à la définition d'une stratégie ou d'un projet. L'analyse finale des problèmes et des causes doit servir de base au groupe de gestionnaires pour la détermination des **problématiques** à régler en priorité et l'évaluation de la faisabilité des **solutions** proposées. Une **analyse coût-bénéfice** est intéressante à mener pour adopter une politique ou mettre en œuvre une action avec des avantages pour la collectivité concernée supérieurs aux coûts supportés par cette même collectivité. L'utilisation de ce genre d'analyse suppose que les coûts et les avantages fassent l'objet d'une évaluation monétaire.

L'équipe du projet doit ensuite justifier les priorités qu'elle a retenues auprès de tous les acteurs associés. Il est indispensable qu'ils s'accordent sur une vision commune et définissent ensemble des objectifs à atteindre.

Définition, mise en œuvre et évaluation d'un programme de mesures :

Après cette entente unanime sur le fond de la politique, l'équipe de projet, toujours avec l'association de tous les partenaires, doit en définir la forme, c'est-à-dire un **programme d'actions** concrètes avec un calendrier, puis se charger de la **mise en œuvre** des différentes mesures. La phase de réalisation, qui est en quelque sorte l'aboutissement concret, est grandement facilitée grâce à l'ensemble du processus participatif antérieur.

Après un certain temps de recul, il est également nécessaire d'**évaluer** le projet, ses résultats et son approche participative. Il faut en effet penser l'ensemble de la démarche comme un **cycle**. Cette phase d'évaluation doit être aussi réalisée de façon participative : les acteurs clés, en conjonction avec l'équipe de projet, doivent choisir une méthode d'évaluation et l'adapter au projet, puis définir des indicateurs, et collecter et analyser des données. Cette évaluation participative est un moyen de tirer des leçons précieuses et d'accroître la responsabilité des différents acteurs.

La participation du public ne peut s'organiser selon un modèle unique : la démarche développée précédemment ne doit pas être systématique et sa mise en œuvre dépend de la problématique rencontrée et des finalités recherchées. Les phases d'analyse et de planification peuvent durer de 6 mois à un an. Plus le sujet est conflictuel, plus l'exercice est difficile et le résultat aléatoire. L'initiative locale, le contexte économique et culturel, les spécificités du territoire, l'engagement des élus ...sont des éléments déterminants. La flexibilité est donc de rigueur pour s'adapter au contexte et agir au cas par cas.

*Mais cette démarche structurée de mise en œuvre d'une politique et de montage d'un projet, basée sur une association étroite d'acteurs concernés en amont, et sur des choix concertés où les différents intérêts sont clairement posés, peut être considérée comme une **approche participative idéale**. Son squelette demeure un repère sûr. Nous utiliserons alors cette méthodologie comme cadre de référence pour la suite du guide dans les chapitres 3 et 4, et nous la compléterons par l'étude d'outils et de techniques pour sa mise en œuvre.*

2.4. Boîte à outils : approche générale des techniques d'association du public

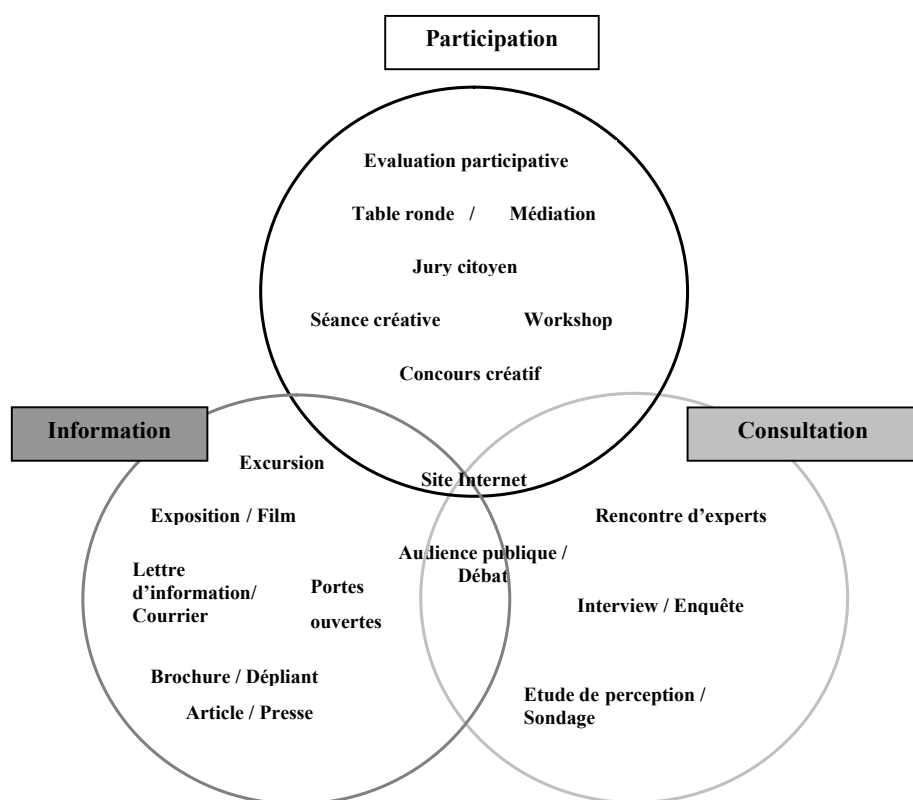
(d'après Commission Européenne, 2003)

Comme nous l'avons vu précédemment dans la section 1.2, l'association du public à la gestion de l'eau peut prendre trois formes : l'information, la consultation et la participation. Ces trois formes d'association renvoient à **trois degrés différents d'implication du public**, qui doivent être pensés de manière intégrée, afin de les rendre complémentaires. Elles peuvent s'articuler dans le cadre d'un processus séquentiel conduisant à une implication croissante du public, mais il n'est pas obligé qu'elles s'enchaînent de façon linéaire dans le temps.

Par contre, il est nécessaire de distinguer ces trois degré d'association dans leur finalité, car en fonction de cette finalité, les outils et les techniques d'implication du public sont différents : l'information implique des instruments de sensibilisation, la consultation des instruments de feed-back, et la participation active des instruments interactifs.

Figure 5 : Outils existant en fonction du type d'association du public

(Source : Saxod emilie, 2005, d'après Commission Européenne, 2003)



2.4.1. Techniques d'information

Outils d'information passive :

Il s'agit des outils classiques d'information comme les **journaux, les brochures, la radio, la télévision...** Dans ce cas là, le public n'a pas à effectuer une démarche particulière pour accéder à l'information.

Outils d'information active :

Lorsque le public doit réaliser une démarche, souvent simple, pour se procurer l'information, il s'agit d'outils relevant d'une logique d'information active. C'est le cas des **centres d'information, des expositions, des journées portes ouvertes, des conférences.**

Souvent ces outils d'information passive et active sont utilisés en amont d'un processus de consultation. Mais pour maintenir un niveau d'attention du public vis-à-vis du sujet, ils peuvent être également mobilisés tout au long du processus.

Excursions -Visites de terrain :

Les visites de terrain permettent d'observer et de prendre connaissance d'informations précises sur une zone géographique donnée, et donc d'approprier de façon assez concrète les enjeux du projet ou de la politique. Cette technique permet également d'établir des contacts sur le terrain avec des personnes-clés. Mais la limite des visites de terrain est la restriction du nombre de participants pour des raisons d'organisation logistique.

Internet :

Les sites Web permettent, à moindre coût, de diffuser des informations détaillées, pédagogiques et actualisables, et de toucher un public large.

2.4.2. Techniques de consultation

Internet :

Les sites Internet peuvent également être un support pour recueillir les commentaires et les avis du public, via des forums de discussion, des boîtes aux lettres électroniques, des questionnaires en ligne. Par ailleurs le concept des « chats » permet au public de dialoguer

avec une ou plusieurs personnes-clés : experts, décideurs, représentants d'association...Ce média peut donc rendre de grands services pour l'animation de réseaux.

A noter que le recours à un **Système d'Information Géographique** interactif et accessible sur le Web (SIG Web) est aussi un usage intéressant d'Internet pour la consultation du public sur des questions environnementales locales. Cette approche permet en effet de rattacher les commentaires du public à des coordonnées ou des emplacements géographiques précis.

Dans la même logique, la **conférence Web** est un outil de réunion novateur : il permet de travailler et de collaborer avec ses partenaires de part le monde, en économisant du temps et de l'argent. La conférence Web offre d'autres nombreux avantages : elle donne la possibilité de faire des présentations, de partager des applications, de modifier ou d'annoter des documents en temps réel, de mener des séances spontanées de questions –réponses.

Bien qu'il ait beaucoup d'aspects pratiques, Internet a aussi des limites : se posent en effet les questions de la consignation des commentaires, de la représentativité statistique des questionnaires, du non-accès au Web pour de nombreuses personnes.

Enquêtes – Entretiens :

Les **enquêtes par questionnaires** (par courrier, par téléphone, face à face) ou par **entretiens** (individuels ou en groupe) permettent de consulter le public et de recueillir des informations de sa part. Ces techniques peuvent remplir plusieurs objectifs : évaluation du niveau de connaissance du public, inventaire et vision synthétique des préoccupations du public, de ses attentes, de ses pratiques, de ses avis.

La prise de contact personnelle et orale est la plus efficace car elle permet d'établir une relation de confiance et d'engagement.

Rencontres d'experts

Il s'agit de réunir des experts et de les consulter sur les propositions recueillies et les orientations souhaitées. C'est le moyen d'avoir une vision extérieure au projet et l'avis et les conseils de spécialistes, pour prendre une décision réfléchie.

2.4.3. Techniques de participation

Une technique courante pour la mise en œuvre de la participation est le recours à **des groupes restreints d'individus**. Ces groupes peuvent prendre différentes formes selon les objectifs recherchés, à savoir : la collecte d'avis, la mise en évidence de valeurs, l'analyse des jeux d'acteurs, l'évaluation des scénarii, l'élaboration de solutions, ... Ces techniques permettent d'aborder ces différents points de façon approfondie et qualitative.

Workshops :

Les workshops ou ateliers de travail peuvent être utilisés pour consulter et impliquer les acteurs clés, à condition de bien penser leur place et leur rôle dans le processus décisionnel.



Certaines questions sont à se poser pour :

- situer au mieux cette technique dans le contexte :
 - Dans quelle phase du projet sommes-nous ? Est-ce une étape de convergence ou de divergence ? Faut-il prendre une décision ?
 - Le public doit-il réagir, ou participer de façon créative ?
- déterminer la problématique et le contenu du workshop :
 - Quel est l'objectif de la rencontre en terme de contenu et de relations ?
 - Quelles questions faut-il résoudre ?
 - Comment aborder le sujet de façon concise ?
- connaître les participants :
 - Combien de personnes participent ?
 - Se connaissent-elles entre elles ? Ya-t-il eu antérieurement des antagonismes ?
 - Participent-elles de façon volontaire ?
 - Ont-elles le même niveau de pensée/de réflexion ? Le même état d'esprit ?
- organiser la rencontre :
 - Quel est le lieu propice à la réunion ?
 - Quel sont la date et la durée à privilégier ?
 - Comment organiser les discussions pour passer de l'abstrait au concret, de la conceptualisation au jugement et à la prise de décision ?

Séance créative :

Généralement les séances créatives se déroulent en deux temps : un temps de « **divergence** » pour générer des idées, et un temps de « **convergence** » pour la compilation des idées, leur analyse et l'élaboration de conclusions.

Plusieurs méthodes de brainstorming peuvent être suivies pour l'étape de « divergence » :

- Brainstorming individuel : les participants écrivent d'abord leurs idées chacun de leur côté. Puis ils en sélectionnent cinq qu'ils exposent à tour de rôle à leurs partenaires. Cette méthode est conseillée dans le cas d'une situation conflictuelle ou marquée par une hiérarchie car elle permet une répartition égale du temps d'expression quelque soit les personnalités en présence.
- Toile d'idées : les participants s'expriment librement, alors qu'un rapporteur écrit au fur à mesure les idées sur un tableau ; il est intéressant d'écrire au centre la question ou le thème central et de d'inscrire autour les différentes interventions en rassemblant les idées similaires. Cette technique convient à un groupe qui a beaucoup d'expérience et où l'ambiance est détendue.
- Système des associations : les participants sont conviés à raisonner sur deux sujets, relatifs au projet, complètement opposés . Cette méthode, très utilisée dans le design industriel, est adaptée à un contexte détendu, et permet de trouver des solutions innovantes.
- Recherche d'images : pour des problématiques sensibles, il peut être utile de demander aux participants de trouver des images ou des métaphores qui illustrent pour eux le sujet.

Après le brainstorming, la phase de « convergence » peut également s'organiser de différentes manières :

- Regroupement : les participants regroupent d'abord les idées de façon grossière et générale puis cherchent à faire un classement plus précis (positif-négatif, court-long terme).
- Notation : chaque participant attribue un nombre de points à chaque idée ; les propositions retenues sont celles qui ont le meilleur score.
- Feed-back et discussion : pour les méthodes de brainstorming qui ne conduisent pas à une énumération d'idées pouvant être classées, les participants engagent une discussion pour l'évaluation de chaque proposition, sous la supervision d'un expert.

Jury citoyen :

Le principe du jury citoyen est de sélectionner un groupe de citoyens qui représente la communauté et assiste à une série de réunions afin d'apprendre, de discuter et d'apporter des conclusions publiques sur une problématique spécifique. Chaque juré doit représenter l'intérêt général et non le sien. L'idée de ce concept est de fournir aux citoyens du temps et des informations pour leur permettre de prendre une décision par consensus sur une problématique politique complexe. La démarche se déroule avec l'appui et la supervision d'un médiateur et l'aide d'une équipe technique. Un rapport final doit décrire l'ensemble de la procédure et présenter les recommandations des experts. Cette méthode du jury citoyen a pour but de mettre en oeuvre la démocratie de proximité et la gouvernance.

Médiation environnementale :

Les projets à caractère environnemental soulèvent souvent des enjeux très variés et ont des répercussions autant sur le milieu naturel, que l'économie et ou les conditions sociales. Il apparaît alors souvent difficile de trouver une solution qui résolve les conflits d'intérêts. La médiation environnementale est une démarche volontaire et structurée qui permet de réunir les différentes parties concernées par un projet environnemental, afin de trouver, avec la supervision d'un ou de plusieurs médiateurs externes et neutres, une solution partagée et durable, un compromis. Des représentants des entrepreneurs, des élus, de la population doivent négocier ensemble et s'entendre sur une décision qui fasse l'unanimité ; pour cela, ils doivent avoir chacun le même poids dans les négociations et être informés de la même manière. Pour certaines questions particulières, il peut être fait appel à des experts externes.

Un des fondements de la médiation consiste à faire passer les protagonistes de l'expression de leurs positions à l'expression de leurs besoins. Cette évolution permet d'aboutir à une reconnaissance mutuelle des besoins de chacun, et de passer d'une logique d'affrontement à une logique de co-construction de solutions répondant aux besoins de chacun.

Suivi et évaluation participatifs :

La démarche d'évaluation traditionnelle implique l'intervention d'experts extérieurs et le recours à des indicateurs et à des outils standardisés. Mais cette approche conventionnelle a montré ses limites. Le développement de l'évaluation participative est directement lié à la montée en puissance de la participation. Par une implication d'un large public, cette démarche

d'évaluation permet de rendre vraiment compte de l'avant et l'après projet, de valoriser les succès et de tirer des leçons des échecs (cf. annexe 11).

Il existe différentes méthodes d'évaluation participative en fonction du public, de la phase d'évaluation et des objectifs de l'évaluation, mais toutes doivent se baser sur quatre principes fondamentaux : la participation, la négociation, l'apprentissage et la flexibilité.

Lors de la présentation des résultats de l'évaluation, différents supports peuvent être utilisés pour illustrer les évolutions et les impacts comme des cartes, des diagrammes, des photos, des grilles de notation...

Aucun des outils présentés précédemment n'est une recette miracle avec succès garanti. Leur choix et leur mise en œuvre est à envisager au cas par cas ; cette sélection fait partie des étapes de la démarche participative.

Au delà des contraintes et des limites spécifiques à chaque méthode, d'autres aspects sont à prendre en considération lors de leur choix :

- ❖ **le facteur temps** : il convient de se fixer des objectifs réalistes à atteindre dans une période définie et de sélectionner des outils adaptés à cette échelle de temps ;
- ❖ **l'échelle** : il faut se questionner sur l'échelle quantitative et territoriale appropriée pour la démarche participative, sachant que l'implication du public sera d'autant plus forte qu'il se sent concerné.
- ❖ **les moyens** : mettre en place une participation du public nécessite une logistique financière et humaine ; les techniques choisies doivent être réalisables à la hauteur des moyens disponibles.

Figure 6 : Outils d'association du public et phases d'utilisation appropriées au cours d'un projet

(Source : Saxod Emilie, 2005, d'après Commission Européenne, 2003)

Outils et techniques	Phases du projet				
	Démarrage / Lancement	Analyse des acteurs	Analyse du problème et des causes	Définition d'objectifs et de mesures	Mise en œuvre et évaluation
Outils classiques					
Information passive : brochure, lettre d'information	*	*	*	*	*
Information active : exposition, portes ouvertes, conférence	*	*	*	*	*
Consultation par vote, enquête, interview		*	*	*	
Excursion et visite de terrain	*	*	*	*	*
Internet					
Site Web informatif	*	*	*	*	*
Site Web interactif		*	*	*	
SIG interactif			*	*	
Conférence Web			*	*	*
Réunions de groupe					
Rencontre d'experts			*	*	*
Atelier de travail - Workshop			*	*	*
Jury de citoyens			*	*	*
Table ronde/Médiation			*	*	*
Concours créatifs			*	*	
Evaluation participative					*

Cette première approche des outils et techniques d'association du public montre leur diversité et leur particularité. L'étude des projets de gestion de l'eau et des milieux aquatiques du Réseau Rhénan (chapitre 4) devra permettre d'étoffer ces caractéristiques et d'avoir un retour d'expérience plus concret et pratique.

3. L'approche participative liée à la planification de la gestion de l'eau par bassin

Mise en forme : Puces et numéros

3.1. La place de la participation dans le processus de planification

Participation du public, analyse économique et objectifs environnementaux à l'échelle de bassin font de la DCE l'instrument d'une politique du développement durable dans le domaine de l'eau. L'information, la consultation et la participation sont, de nature, différents des sujets techniques traités par la directive-cadre mais complémentaires : leur place dans le processus de planification ne doit pas être sous-estimée, car la réussite de leur mise en œuvre conditionne celle des aspects techniques.

L'application de la directive-cadre induit un nouveau mode de travail, plus interdisciplinaire et intégré. **L'avis des citoyens**, acteurs au centre de tous les usages de l'eau, doit être pris en compte par les décideurs et gestionnaires, car il peut s'appuyer sur une expérience concrète à travers ses multiples activités en liaison avec la gestion de l'eau.

Mais la participation ne doit pas être un but en soi, ni une contrainte, mais plutôt un **outil** pour générer un **apport constructif**, afin de parvenir aux objectifs de la directive. La participation peut contribuer à :

- répondre aux attentes et sensibiliser aux problèmes et à la situation environnementale dans le bassin,
- faire remonter les connaissances locales, afin de mieux connaître le contexte et d'adapter les décisions à celui-ci,
- impliquer en amont les personnes ou les groupes concernés par les décisions et faciliter la mise en œuvre ultérieure,
- renforcer la légitimité et la transparence pour une meilleure appropriation des objectifs fixés et des actions engagées.

Les Etats membres doivent organiser des **consultations formelles** aux trois étapes clef de l'élaboration du plan de gestion, en prévoyant « au moins six mois pour la formulation par écrit des observations » :

- sur le calendrier, le programme de travail et les mesures prises pour la consultation, avant fin 2006,
- sur une synthèse provisoire des principaux enjeux, avant fin 2007,

- sur un projet de plan de gestion, avant fin 2008.

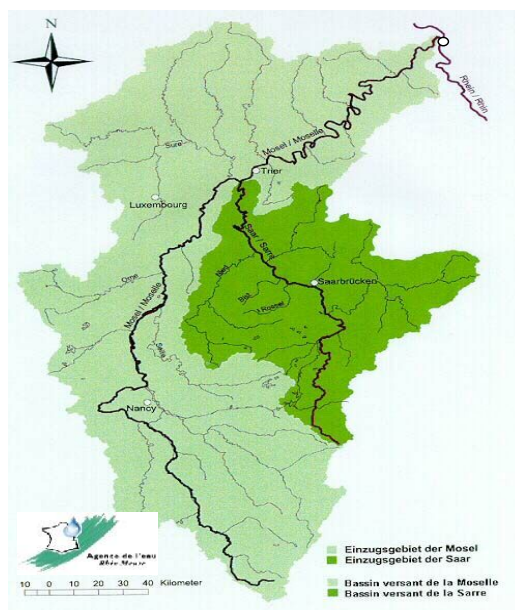
Les Etats membres se doivent de suivre une démarche et des méthodologies communes, mais chacun peut adapter ce calendrier. Cette consultation du tout public invite les acteurs de l'eau à renforcer leurs actions, à d'avantage se coordonner et à innover.

Indépendamment de cet échéancier, la DCE demande de permettre l'accès du public aux études utilisées pour l'élaboration des document soumis à la consultation.

3.2. L'expérience internationale de mise en oeuvre participative de la DCE sur le bassin Moselle - Sarre

(d'après l'Etat des lieux Moselle-Sarre)

Figure 7 : Carte du bassin Moselle-Sarre
(Source : www.eau2015-rhin-meuse.fr)



Dans le cas de bassins internationaux, la DCE prévoit une coopération transfrontalière. Ainsi pour le **district hydrographique du Rhin**, les ministres en charge de la gestion de l'eau des Etats riverains ont décidé de coordonner les travaux nécessaires et de dresser un plan

de gestion unique. Compte-tenu de la taille et de la complexité de ce district, neuf secteurs de travail, dont celui de la **Moselle –Sarre**, ont été délimités selon des limites hydrographiques.

A leur tour, la Belgique, la France, le Luxembourg, et la République fédérale d'Allemagne se sont mis d'accord pour coordonner l'ensemble des travaux requis à l'échelle du secteur de travail international Moselle-Sarre au sein des **Commissions Internationales pour la Protection de la Moselle et de la Sarre**. Ces CIPMS sont une véritable plate-forme de concertation pour une mise en œuvre cohérente de la DCE. Un **état des lieux international** a alors été réalisé suivant différentes méthodes :

- l'adoption d'une structure de l'état des lieux commune aux 9 secteurs de travail pour faciliter l'assemblage au niveau du district Rhin ;
- la mobilisation des données pertinentes et la coordination par des experts au sein de groupes de travail ;
- l'évaluation conjointe des méthodes et des résultats pour atteindre le niveau de cohérence le plus élevé possible.

600 masses d'eau de surface et 65 souterraines ont été délimitées puis analysées. Des pressions prépondérantes à l'échelle du bassin ainsi que des pressions plutôt nationales ont été identifiées : pollutions classiques (nutriments, apports diffus), discontinuité, exploitations minières, pollution par substances dangereuses, incohérence de certaines politiques d'aménagement du territoire avec la DCE (navigation, production d'énergie, protection contre les inondations).

A ce stade d'état des lieux, la DCE n'exige pas l'information et la participation du public. Cependant une réflexion a été engagée au sein de la CIPMS pour une valorisation commune, à l'échelle du bassin Moselle-Sarre, de l'état des lieux international. Ainsi une **manifestation internationale** a été organisée au Luxembourg afin de présenter aux acteurs de l'eau l'état des lieux du secteur de travail Moselle-Sarre, les problèmes communs majeurs, ainsi que les perspectives mis en évidence par ce travail. De plus, une **plaquette** a été réalisée pour informer le grand public.

En parallèle, **chaque Etat** du bassin s'est chargé d'informer et de consulter le public sur son territoire (cf. Annexe 12).

En Allemagne :

Chaque Land a sa propre organisation de la participation du public.

En Rhénanie-Palatinat, le **Comité permanent de coordination** a été mis en place immédiatement après l'entrée en vigueur de la DCE. Cette instance, interne à l'administration,

visé à mettre en oeuvre la DCE au niveau technique. Son mandat principal consiste à discuter des tâches à venir et à valider les résultats.

Une première **manifestation d'information** a eu lieu en août 2002 pour informer le grand public des objectifs, du contenu et de la démarche prévue de mise en oeuvre de la DCE. Ces informations ont également été publiées sous la forme d'une **brochure**.

Un **Comité de suivi**, rattaché au Ministère de l'Environnement et de la Forêt, a été constitué en décembre 2002 pour la mise en oeuvre de la DCE. Ce comité regroupe des représentants des collectivités territoriales, de l'Université de Kaiserslautern et de différentes institutions dans le domaine de l'agriculture, de la forêt, de l'environnement.

Les résultats rhénano-palatins de l'état des lieux selon la DCE ont été présentés en octobre 2004 dans le cadre d'une **manifestation d'information**. Ces derniers sont également accessibles au public sur le **site Internet** www.wrrl.rlp.de.

En 2005, une **instance** analogue au comité ministériel de suivi a été mise en place au niveau des autorités supérieures exécutives.

En Rhénanie du Nord-Westphalie, des **forums régionaux** ont été mis en oeuvre pour informer le public spécialisé sur la DCE et sa mise en oeuvre. A cette occasion, ce public averti a été également appelé à participer aux travaux. En outre, des **plaquettes d'information** et des **présentations sur Internet** (www.flussgebiete.nrw.de) ont été élaborées pour faire état, soit en continu, soit à intervalles irréguliers, de l'avancement des travaux.

En Sarre, la DCE, l'état des lieux et l'analyse du risque sont présentés sur le site Internet du Ministère de l'Environnement www.umwelt.saarland.de.

Par ailleurs, le public a été en majeure partie informé sur l'état d'avancement des travaux de mise en oeuvre de la DCE (objectifs visés, état des lieux, méthodes d'évaluation) dans le cadre de **manifestations d'information**.

Deux manifestations d'information ont été aussi organisées dans l'objectif de recommander aux instances compétentes des mesures concrètes pour atteindre les objectifs de qualité environnementale en anticipant sur les programmes de mesures.

Un **groupe de projet** composé de représentants de l'autorité compétente, de l'agriculture, de la protection de la nature, des syndicats professionnels et des associations de l'environnement a été constitué dans l'objectif d'élaborer des mesures concrètes pour réduire la pollution des eaux.

Les **deux grandes associations sarroises de l'environnement** sont directement impliquées dans la mise en oeuvre de la DCE.

En Allemagne, la consultation du public selon l'article 14 de la DCE sera réalisée à partir de 2006 – conformément à la directive.

En Belgique :

Les autorités compétentes wallonnes ont organisé **trois colloques** d'information sur la mise en oeuvre de la directive-cadre de l'eau (Gembloux – 2002, Charleroi – 2003 et Namur-Wépion - 2004), en coopération avec leurs principales instances consultatives, le Conseil wallon de l'environnement et du développement durable (CWEDD) et la Commission consultative des Eaux qui réunit tous les acteurs de l'eau en Région wallonne. Le troisième colloque d'octobre 2004 a été réservé en grande partie à la présentation des projets d'états des lieux des 4 districts hydrographiques de la Région wallonne déclinés suivant 15 sous-bassins dont le sous-bassin de la Moselle. Ces états des lieux sont également accessibles au grand public sur le **portail environnement** de la Région wallonne (www.wallonie.be).

Toutes les phases successives de l'élaboration des plans de gestion des districts hydrographiques (calendriers et programmes de travail, synthèse provisoire des questions importantes et les projets de plans de gestion et de programmes de mesures) ont fait ou feront l'objet d'**enquêtes publiques** d'une durée minimale de six mois. Ces enquêtes publiques sont annoncées dans le Moniteur belge, par voie d'affiches dans chaque commune du bassin hydrographique, et par publication dans trois journaux différents diffusés dans l'ensemble de la Région wallonne dont un de langue allemande.

En parallèle, les communes et les principales instances consultatives de la Région wallonne seront **consultées directement par voie écrite**. Les avis d'enquêtes seront transmis également par écrit aux autres Etats et Régions du district hydrographique international.

Les projets ainsi que les informations utilisées pour ces projets sont mises à disposition sur le **site Internet** de la Région wallonne.

En France :

Afin de respecter l'enchaînement des étapes d'une démarche participative, il a été souhaité que la consultation du public soit engagée dès le stade de l'état des lieux. Le calendrier national français est donc anticipé par rapport aux échéances de la DCE (cf. Figure 8) ; cette initiative française figure dans la loi de transposition de la DCE du 23 avril 2004.

Une consultation des acteurs (Conseils généraux et régionaux, Chambres consulaires, Etablissements publics territoriaux de bassin, autorités compétentes des pays voisins) s'est déroulée d'août à novembre 2004. Elle est suivie par la consultation précoce du public sur le calendrier et les questions importantes depuis mai 2005 pour une durée de 6 mois.

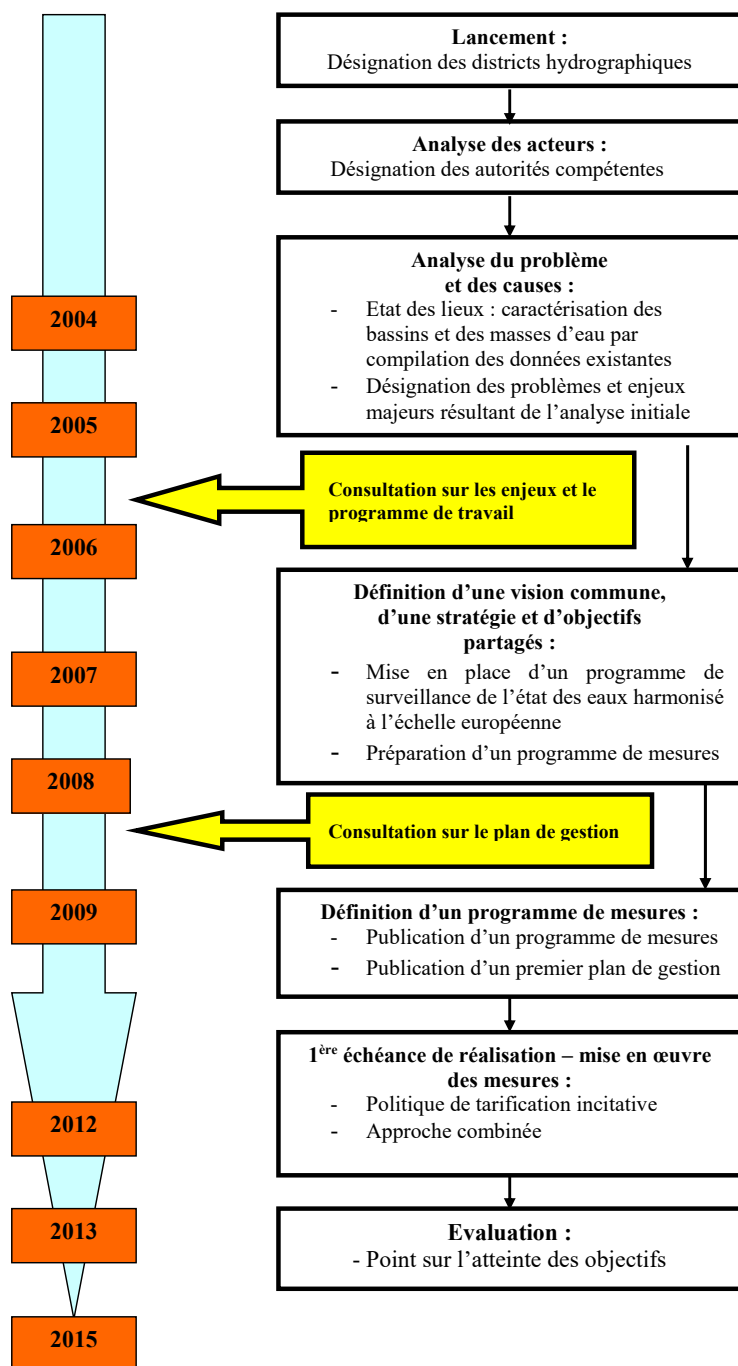
En ce qui concerne le bassin Rhin Meuse et le secteur de travail Moselle-Sarre, un **site Internet** « Eau 2015 » (www.eau2015-rhin-meuse.fr) a été mis en place dès 2002, sous la supervision du président du comité de bassin et du préfet coordonnateur de bassin, pour diffuser de nombreuses données sur la mise en œuvre de la DCE. Ce site, avec un espace en langues allemande et anglaise, présente les études réalisées, les résultats de l'état des lieux, le diagnostic par masses d'eau, et pour diffuser les outils méthodologiques de mise en œuvre de la DCE.

De plus, des **commissions consultatives** ont été mises en place avec les départements et en Région Alsace pour mener l'état des lieux en concertation avec les acteurs de l'eau. Ainsi, des représentants des élus, des activités économiques, de la profession agricole, des associations de protection de la nature, des usagers et de l'Etat ont participé aux évaluations liées au diagnostic initial et aux prévisions d'évolution d'ici 2015.

Depuis mai 2005 et durant 6 mois, le public est également consulté. Dans ce cadre, un **questionnaire** spécifique (cf. Annexe 13) a été diffusé dans un premier temps aux abonnés du journal Rhin Meuse Infos, aux mairies, dans les préfectures et sous –préfectures du bassin Rhin-Meuse. Il a également été mis en ligne sur le site Internet. Dans un deuxième temps, une opération pilote va être menée en septembre 2005: les questionnaires seront déposés dans les boîtes aux lettres des deux millions de foyers du bassin pour recueillir leurs avis. Le déroulement et les résultats de la consultation font l'objet d'un suivi régulier et de rapports intermédiaires mensuels.

En novembre 2005 à la fin de la consultation, l'ensemble des questionnaires sera analysé au sein d'un rapport final. Les résultats seront également présentés auprès de la commission Information du public du comité de bassin Rhin-Meuse, du comité de bassin Rhin Meuse, du personnel de l'agence Rhin-Meuse.

Figure 8 : Les grandes étapes de la DCE et l'échéancier français
(Source : Saxod Emilie, 2005)



Au Luxembourg :

L'arrêté grand-ducal du 7 août 2004 portant constitution des Ministères a confié au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire la responsabilité de la mise en oeuvre de la politique de la gestion de l'eau au Luxembourg.

Pendant le premier semestre de l'année 2004, les efforts de la Direction de la gestion de l'eau se sont concentrés sur la réalisation de la déclaration gouvernementale et de l'accord de coalition. En ce qui concerne l'information et la sensibilisation du public, celles-ci constituent pour la Direction de la Gestion de l'Eau une activité de plus en plus importante. Elle a été en effet présente dans ce contexte, avec l'Administration de la Gestion de l'Eau, à des manifestations « grand public ».

Le public a accès aux informations relatives à la mise en oeuvre de la DCE et à l'élaboration de l'état des lieux sur le **site Internet** www.waasser.lu depuis 2003. D'autre part, une démarche importante d'information a été réalisée envers les acteurs directement concernés par l'utilisation de l'eau, c'est-à-dire les services communaux de distribution d'eau potable et d'assainissement. Un **atelier d'information** a également été organisé pour les ONG de protection de l'environnement.

Aussi, des **discussions** sur la récupération des coûts des services liés à l'utilisation de l'eau et sur le principe de subsidiarité en matière de gestion de l'eau, ont eu lieu au début de l'année 2005 lors de **l'assemblée plénière** du Syndicat Intercommunal des Villes et Communes du Luxembourg (SYVICOL). Ce syndicat, qui regroupe les 118 communes luxembourgeoises, représente un forum idéal pour mener un débat politique avec les élus locaux.

De plus, des **entretiens** ont été menés avec la Fédération des Industriels Luxembourgeois (FEDIL) et avec la Chambre Professionnelle de l'Agriculture pour connaître les préoccupations par rapport à la DCE de ces deux domaines d'activités.

Enfin, un **questionnaire** destiné au grand public a été élaboré afin de cerner les préoccupations de la population en matière de gestion de l'eau, et d'adapter l'information du public en conséquence. La consultation proprement dite du public n'est en principe prévue qu'à partir de 2006, selon les exigences de l'article 14 de la directive.

La planification participative à l'échelle des bassins nécessite des moyens d'association du public ayant une portée importante. Il est préférable d'utiliser plusieurs supports pour toucher tous les intérêts et les sensibilités.

4. Etudes de cas du Réseau Rhénan : pour la mise en œuvre participative de projets de gestion de l'eau

Mise en forme : Puces et numéros

4.1. Des structures et projets divers, des démarches participatives variées

L'originalité du choix des études de cas du Réseau Rhénan réside dans leur diversité et leur complémentarité : ces dernières sont menées par des structures de statut et de taille différents. Basées sur une thématique commune, qui est la protection et la valorisation de cours d'eau, certaines concernent des problèmes localisés et sectoriels, d'autres des problématiques plus larges et transversales. Certaines ont pensé la démarche participative en amont de leur projet pour son montage, d'autres à mi-parcours du projet pour son acceptation, d'entre encore après la réalisation du projet pour le faire vivre. De plus, chaque structure porteuse a organisé la participation du public suivant une stratégie bien particulière, selon ses moyens, en ciblant un certain public, en utilisant des outils variés.

J'ai réalisé une fiche descriptive pour chaque étude de cas afin de présenter leur contexte et les outils d'association du public utilisés aux différentes étapes du projet ; pour ne pas alourdir le texte, j'ai mis ces fiches en annexe.

4.1.1. Association du public en amont

Gestion de la Syre et de ses affluents

Mise en forme : Puces et numéros

La fondation luxembourgeoise Hëllef fir d'Natur s'est lancé le défi de déterminer les écosystèmes directement dépendants des eaux souterraines et nécessitant une protection spéciale (art. 6 de la DCE), d'évaluer leur degré de vulnérabilité, et de mettre en place un programme de mesures de protection et de gestion, en impliquant au maximum les communes et la population locale. A terme, la fondation souhaiterait mettre en œuvre un contrat de rivière pour la gestion participative et intégrée de la Syre et de ses affluents. Pour y parvenir progressivement, Hëllef fir d'Natur a mis en œuvre des moyens d'association du public diversifiés, pour d'abord l'informer, puis le consulter, et enfin lui donner la possibilité de participer au projet (cf. annexe 14A).

Renaturation du Vieux Rhin entre Weil et Brisach

Dans le cadre du Programme Intégré pour le Rhin, le Land du Bade-Wurtemberg (D) a prévu de créer un espace de rétention de crues entre Weil et Brisach.

Les associations de protection de la nature du Rhin supérieur suisses, françaises et allemandes, dont Regiowasser, se sont alors regroupées pour soutenir un projet de renaturation plus ambitieux, qui permette de recréer les conditions géomorphologiques d'une zone alluviale en tresse et de retrouver une petite partie de l'ancien paysage rhénan. Elles souhaitent profiter du changement de concession de la centrale hydroélectrique de Kembs pour négocier les jalons de cette renaturation.

Figure 9 : Projet du Vieux Rhin renaturé

(Source : www.restrhein.de)



Ce projet « Vieux Rhin » est un exemple de campagne d'opinion qui a pour but de faire pression sur les décideurs. Il s'agit pour les associations de s'unir afin d'avoir plus de force, et d'alerter l'opinion publique (cf. annexe 15A).

Renaturation et développement de la Dreisam

Bien qu'elle soit un petit cours d'eau de la Forêt Noire, la Dreisam a une place importante dans le cadre de vie de Fribourg et de ses environs. L'association Regiowasser a alors initié une démarche participative pour développer un projet d'écologie, de loisirs, d'aménagement du territoire, et de marketing territorial sur la Dreisam, en impliquant les citoyens de la ville de Fribourg et des communes environnantes aux phases de réflexion, de conception et de planification du projet. Il s'agit d'une véritable démarche de co-construction (cf. annexe 16).

4.1.2. Association du public à mi-parcours

Renaturation de l'Ill et de ses affluents

En 1991, quatre communes allemandes (Eppelborn, Illingen, Marpingen et Merchweiler) bordant le cours d'eau de l'Ill, un des affluents du Rhin, se sont regroupées avec la « fondation pour la nature de la Sarre » au sein d'un syndicat afin de renaturer l'Ill, ses affluents et ses prairies alluviales.

Figure 10 : L'Ill et ses prairies alluviales renaturées

(Source : Saxod Emilie , 2005)



Un changement des pratiques et des usages autour du cours d'eau était également nécessaire pour la réussite du projet : un gros travail d'information et de négociations a alors été entrepris avec les différents usagers de l'Ill : agriculteurs, pêcheurs, forestiers, chasseurs, sportifs. A terme ceux-ci ont accepté le projet de renaturation et se sont activement impliqués dans sa mise en œuvre (cf. annexe 17).

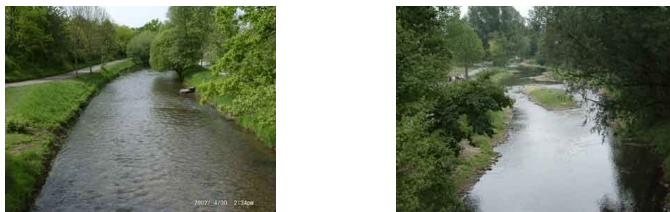
4.1.3. Association du public en aval

Mise en valeur de l'Alb renaturée

L'Alb est un petit affluent du Rhin, qui prend sa source au nord de la Forêt Noire, et qui traverse l'agglomération de Karlsruhe. Aujourd'hui l'Alb fait partie des espaces protégés du réseau de Natura 2000, et c'est une zone de loisirs de proximité très prisée par les citoyens. Le projet soutenu par Umweltamt Stadt Karlsruhe a eu pour objectif d'améliorer la situation structurelle d'un tronçon d'1,2 km de l'Alb au sein du parc de récréation Günther-Klotz, en alliant protection de la nature et développement des activités de loisirs. Il s'agissait d'un côté de conserver la biodiversité, et de l'autre d'informer et d'impliquer la population afin qu'elle retrouve le contact avec le cours d'eau et qu'elle se le réapproprie.

Figure 11 : L'Alb avant et après sa renaturation

(Source : www.rhinenet.net)



La participation du grand public a plutôt échoué, mais cela a permis aux gestionnaires de prendre conscience que l'action prioritaire est de sensibiliser et d'informer (cf. annexe 18).

Mise en forme : Puces et numéros

Ces expériences d'association du public des praticiens sur le bassin du Rhin ont chacune leurs qualités et leurs défauts, mais elles permettent de tirer des leçons sur les outils à utiliser et l'organisation à suivre ; elles sont très différentes les unes des autres mais il en ressort des recommandations générales communes.

4.2. Synthèse et recommandations suite aux retours d'expériences

Mise en forme : Puces et numéros

Pourquoi mettre en place une démarche participative :

Les avantages de la participation du public sont nombreux ; impliquer les acteurs concernés et le public permet aux gestionnaires de projet :

- ❖ de faire émerger les **grands enjeux environnementaux** en identifiant les préoccupations, les conflits d'usage et les lacunes de connaissance ;
- ❖ d'accroître la **sensibilisation** du public, à l'origine d'une évolution des pratiques et des comportements individuels et collectifs ;
- ❖ de disposer d'**acteurs-relais** et de structures intermédiaires ;
- ❖ d'améliorer la **qualité des plans et des mesures** par la prise en compte d'une diversité d'approches (connaissances, expériences, initiatives) ;
- ❖ de mettre en cohérence les politiques des différents acteurs publics et privés ;
- ❖ de permettre l'**acceptation et l'appropriation** du projet par le public, condition de son soutien aux décisions prises, et gage de longévité et d'initiatives volontaristes ;
- ❖ de réduire les risques de **conflits, malentendus, frustrations**, sources de retards et de surcoûts dans la mise en œuvre des actions

- ❖ in fine d'augmenter la **légitimité** des décisions politiques.

Quelles sont les conditions générales de réussite :

Les procédures de participation du public doivent suivre certains **principes et règles de base**, qui sont des facteurs de succès, susceptibles de faciliter la mise en place d'une dynamique de travail en commun.

Il faut tout d'abord que la démarche soit initiée et mise en œuvre par une **structure porteuse** reconnue, légitime, ayant un ancrage territorial. Celle-ci doit se donner le **temps et les moyens** (humains et financiers) de s'investir pour impliquer le public : elle doit prévoir le coût de cette démarche participative, maîtriser et anticiper un minimum la question du planning et des échéances pour maintenir dans la durée une implication forte des acteurs et limiter les temps morts liés à des étapes administratives incontournables.



Il peut être intéressant qu'elle nomme en son sein un animateur ou qu'elle constitue un groupe de projet « participation du public ». La structure porteuse doit être **convaincue** que le projet va bénéficier de sa mise en débat et être **flexible** sur les résultats finaux.

Dès le démarrage, la structure porteuse, le groupe de projet ou l'animateur doivent :

- ❖ associer l'ensemble des acteurs concernés et le public le plus **en amont** possible en créant une dynamique pour donner à chacun le sentiment qu'il se passe quelque chose et qu'il est bien d'y consacrer un peu de son temps.
- ❖ expliquer pourquoi une démarche de participation est engagée, mettre en évidence son **intérêt, ses atouts et ses limites** ;
- ❖ expliciter clairement la méthode de travail, les « **règles du jeu** » (diffusion de l'information, délais de réflexion et de discussion, méthode de discussion, modalités de prise de décision...), les rôles de chaque acteur, et comment seront pris en compte leurs avis et leurs propositions ; la mise en place et le respect de ce cadre d'organisation est la condition pour que chaque participant devienne acteur et relais de communication dans sa sphère d'influence sans créer d'espérances déçues ;
- ❖ fournir des **informations** fiables et lisibles de base sur la problématique afin de constituer rapidement un socle commun de connaissances sur le sujet en général ;
- ❖ réaliser un **fichier** avec les coordonnées complètes des interlocuteurs.

Tout au long de la démarche la structure porteuse, le groupe de projet ou l'animateur doivent :

- ❖ s'appuyer sur une participation et un engagement **volontaires**, tout en donnant à chacun une chance d'influence et d'animation, et donc prendre en compte l'**hétérogénéité** des compétences, des intérêts, des connaissances ;
- ❖ ne pas perdre de temps sans aller trop vite, pour laisser le **temps** aux acteurs associés d'assimiler la politique locale, de formaliser leurs points de vue et attentes, de se connaître, de se parler ;
- ❖ abandonner le **langage technicien** de façon à rendre le projet et ses enjeux lisibles ;
- ❖ établir un climat de **confiance** et travailler dans la **transparence** ; mettre en place une **surveillance** partagée ;
- ❖ promouvoir la **communication** avec et entre les différents acteurs : elle doit être cohérente, continue et signée ; la communication est efficace si elle s'inscrit dans la durée, s'appuie sur des relais existants / naturels, favorise la mise en réseau, et valorise les acquis et les acteurs.
- ❖ penser au confort des participants et à l'efficacité des réunions en alliant **l'utile à l'agréable**

La pierre angulaire de la participation est la **sincère disposition au dialogue** des différents intervenants, leur **flexibilité**, leur **ouverture d'esprit** : tous doivent être prêts à remettre en cause leurs certitudes, de façon à apprendre les uns des autres. Les compétences et les responsabilités de chaque acteur doivent être reconnues et respectées, de façon à travailler dans une logique de **reconnaissance mutuelle** des apports de chacun. C'est le rôle des acteurs moteurs d'utiliser le dialogue pour surmonter les conflits d'intérêt et d'ouvrir une véritable discussion pour élargir réellement le cercle du pouvoir.

Par contre, il est rare que tous les avis et intérêts puissent être intégrés à la prise de décision et au projet ; les porteurs de projet sont appelés à faire des choix au profit de **l'intérêt commun**, ce qui suppose de la négociation et de l'imposition. Il s'agit d'éviter le corporatisme et le communautarisme en transcendant les intérêts particuliers. Les gestionnaires doivent savoir expliquer et justifier leurs décisions pour qu'aucun malentendu ne soit à l'origine d'un blocage.

Quels sont les outils disponibles :

Il existe de nombreux outils et techniques pour informer, consulter ou impliquer activement le public. Leur usage dépend des objectifs de la démarche participative, du public visé, du stade du projet et également des ressources disponibles. Il est indispensable de comparer les outils les uns aux autres avant de les choisir, afin de peser leurs avantages et leurs inconvénients(cf annexe 19). Il faut ensuite les adapter à chaque contexte.

Les outils à prendre d'abord en considération sont les outils dits « **classiques** » qui sont le résultat d'années d'expériences, ce qui est une preuve de qualité. Les autres outils intéressants sont les outils basés sur les **nouvelles technologies de communication**, comme Internet.

On constate que la mise oeuvre participative d'un projet demande souvent un investissement important et de la persévérance, mais que cette démarche est indispensable et très bénéfique si certaines règles sont respectées.

Un autre facteur très déterminant pour la réussite d'une démarche participative ressort également de ces expériences : outre la qualité et l'intégrité de l'animateur, celles des participants sont essentielles. C'est alors un des enjeux fondamental de l'éducation à l'environnement de permettre aux citoyens, par des moyens divers, d'avoir un oeil différent sur leur environnement et les enjeux de sa préservation.

5. Les actions de sensibilisation pour vivre et comprendre son bassin et ses enjeux

5.1. Education à l'environnement : l'indispensable alliée pour une participation citoyenne de qualité à long terme

Mise en forme : Puces et numéros

Suite à une aliénation des personnes et des sociétés en regard de leur milieu de vie, certaines notions de base se sont perdues. L'approche participative porte dans son principe une valeur éducative, mais celle-ci peut avoir parfois du mal à se développer si ces notions de base ne sont pas acquises. En effet on ne peut concevoir une démarche participative avec des participants sans sensibilité au thème abordé. L'éducation à l'environnement est donc à utiliser comme un outil politique pour que les normes et les comportements sociaux évoluent. Dans le domaine de la gestion de l'eau, ce changement comportemental est devenu indispensable pour préserver les ressources et en assurer des usages pérennes. En effet, l'eau est bien souvent considérée comme une préoccupation environnementale majeure, mais les milieux aquatiques sont mal connus, l'eau souterraine est un milieu virtuel non localisé, et les zones humides ne font pas partie du vocabulaire commun.

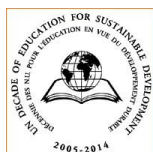
Un des enjeux de l'éducation à l'environnement est de permettre au public de donner son avis et de participer à un projet en toute connaissance de cause.

5.1.1. Un concept inscrit dans les textes

Mise en forme : Puces et numéros

Suite à plusieurs réflexions préliminaires au début des années 70, de grands textes ont fait date dans le domaine de l'éducation à l'environnement comme la charte de Belgrade de 1975, les conclusions de la conférence de Tbilissi de 1977 et de la conférence de Rio de 1992.

Ayant identifié ce point comme une clef indispensable à la protection de l'environnement, les Nations Unies ont récemment décrété la période 2005-2014 « **Décennie pour l'éducation en vue d'un développement durable** » (DESD), et déclaré :



« La perspective de l'éducation en vue du développement durable est celle d'un monde dans lequel chaque personne a la possibilité de bénéficier d'une éducation de qualité et d'apprendre les valeurs, les comportements et les compétences requis pour l'avènement d'un avenir viable et d'une transformation bénéfique de la société. »

La DESD a comme thèmes clés les trois piliers du **développement durable** à savoir :

- la protection de l'environnement, dont l'eau,
- le développement économique,
- le développement social et culturel.

Elle a alors comme objectifs de :

- rendre plus visible le rôle central joué par l'éducation et l'apprentissage dans la poursuite universelle du développement durable,
- faciliter la liaison et la mise en réseaux, les échanges et l'interaction entre les parties prenante de l'éducation,
- proposer un espace et une occasion de préciser et de promouvoir la conception d'ensemble et la transition vers le développement durable par tous les canaux de l'apprentissage et de la sensibilisation,
- inciter à améliorer la qualité de l'enseignement et de l'apprentissage dans l'éducation,
- élaborer des stratégies à tous les échelons afin de renforcer les moyens à la disposition de l'éducation en faveur du développement durable.

5.1.2. Typologie des pédagogies et des campagnes de sensibilisation : des publics et des moyens d'action diversifiés

L'éducation à l'environnement concerne des **publics divers** :

- ❖ les **jeunes** sont le public privilégié de l'éducation à l'environnement ; souvent des activités pédagogiques sont organisées durant le temps scolaire, en partenariat ou par les professeurs.
- ❖ Beaucoup d'**adultes** sont « touchés » par l'éducation à l'environnement par le biais de leurs enfants. En effet, les parents suivent ce que font les enfants et finissent souvent par s'y intéresser. Aussi les adultes sont de plus en plus sensibilisés dans le cadre de leur milieu professionnel.
- ❖ Depuis quelques années, l'éducation à l'environnement s'est engagé sur des voies nouvelles pour toucher de **nouveaux publics** comme les tout jeunes enfants (de 2 à 5 ans), les adolescents, les jeunes en difficulté sociale et les handicapés.



Pour toucher ces différents publics, l'éducation à l'environnement peut prendre des formes variées et se baser sur des pédagogies :

- ❖ **très participatives** : le public est alors actif lors de « l'apprentissage » au travers d'une réalisation collective, mais il participe également au choix des thèmes et méthodes de travail.
- ❖ **Moyennement participatives** : dans ce cas là, les orientations et le fil directeur des animations sont pris en charge par une personne ou une structure qui ménage de temps à autre des séquences actives pour améliorer la qualité d'assimilation du public.
- ❖ **Peu participatives** : les pédagogies sont alors essentiellement basées sur des explications, des démonstrations, des histoires, sans de véritables échanges.

Aucune hiérarchie de valeur n'est appliquée à ces différentes catégories de pédagogies ; leurs utilisations doivent être complémentaires, et s'adapter aux objectifs d'éducation visés, au public concernés, aux contraintes...

Aussi, à une échelle plus globale, les campagnes de sensibilisation peuvent se baser sur différents modes commercial, éducationnel ou social selon leurs finalités.

Figure 12 : Modes des campagnes de sensibilisation

(d'après www.collinsassoc.ca/water/)

Mode	Portée	Contenu	Participation du public	Influence sur le public
Commercial	large	simple	faible	faible
Educationnel	moyenne	relativement complexe	forte	faible
Social	faible	moyennement complexe	forte	forte

Dans tous les cas, les campagnes de sensibilisation doivent promouvoir et encourager la participation du public. Pour cela il est important qu'elles transmettent un **message** adapté aux valeurs culturelles et sociales du public ciblé, et qu'elles stimulent les échanges et l'implication par des approches communicatives et interactives. L'éducation à l'environnement est à percevoir et à vivre comme une **démarche interactive**, qui permet à chacun de s'impliquer et s'exprimer, éducateurs comme éduqués.

5.1.3. Approches de sensibilisation et d'approfondissement

Mise en forme : Puces et numéros

Toute personne a ses propres sensibilités et n'est pas réceptive au même type d'approches. Les actions pédagogiques doivent alors faire un savant mélange de plusieurs approches pour toucher une large part du public .

La **sensibilisation** est une première approche d'un sujet, qui ne doit demander aucune connaissance initiale particulière, et qui fait appel à l'affectif, l'intérêt, voir l'implication du public. Elle vise à faire naître le questionnement à travers la découverte de l'inconnu. Différentes approches de sensibilisation à l'environnement sont possibles :

- ❖ **L'approche sensorielle** : le public découvre son environnement avec ses sens, il explore le milieu naturel par la vue, l'écoute, le toucher, l'odorat et pourquoi pas le goût.
- ❖ **L'approche ludique** : une démarche souvent utilisée est le jeu de rôle qui met en scène des éléments ou des personnages et permet de tester différentes possibilités d'évolution et d'expérimenter la négociation.
- ❖ **L'approche conceptuelle** : l'environnement est ici abordé sous forme de concepts de communautés vivantes, d'interdépendance, de réseau trophique, de biodiversité...En utilisant l'observation, le jeu, la mise en scène, l'approche conceptuelle permet au public de se familiariser avec l'écologie.

Ces approches de sensibilisation peuvent être complétées par des pédagogies d'approfondissement basées sur le cognitif, la réflexion, et la recherche de réponses.

- ❖ **L'approche scientifique** : c'est une des premières pédagogies de terrain, utilisée depuis une trentaine d'années, qui a évolué au fil du temps. Elle peut constituer le préliminaire à une approche comportementale ou conceptuelle. Il s'agit d'observer, d'échantillonner, de déterminer, puis d'émettre des hypothèses, d'expérimenter et enfin de conceptualiser et conclure. Cette approche scientifique impose souvent la mise en place de petites expériences et l'utilisation de matériel spécifique.
- ❖ **L'approche systémique** : le but de cette approche est de parvenir à une vision globale de l'environnement en le considérant comme un système évolutif, à la fois physique, chimique, biologique, et humain. Cette approche est par principe interdisciplinaire et tend à définir la science de l'environnement.

- ❖ **L'approche artistique** : cette approche permet de faire naître et de laisser la place à une émotion artistique qui sensibilise au sujet abordé. Elle constitue un élément très motivant de l'éducation à l'environnement. L'expérience «rivière d'image fleuve de mots» en est un parfait exemple (voir explications ci-dessous). La dimension de l'imaginaire, que possèdent par exemple le conte ou le théâtre, est aussi très intéressante à explorer.
- ❖ **L'approche pratique** (clubs nature, séjours nature, chantiers de jeunes...) : cette approche, qui fait appel à des capacités manuelles et relationnelles, peut faire émerger d'autres aptitudes. Il s'agit d'amener le public à découvrir les réalités de la nature, au contact d'autres, par la biais d'une expérience concrète.
- ❖ **L'écocitoyenneté** : elle permet de renforcer le message ou la thématique traités, en faisant prendre peu à peu conscience de tout ce qu'il est possible de faire au quotidien, avec ses propres moyens. Ce type de pratique responsabilise les participants et donne une valeur aux gestes apparemment anodins du quotidien.



Pour que l'éducation à l'environnement porte ses fruits, il faut savoir intégrer ces différentes approches de sensibilisation et d'approfondissement. L'alliance de l'émotion, de l'humour, et de la symbolique favorise la sensibilisation d'un large public et un engagement positif de sa part. On pourra également chercher à créer « l'événement » dans le but de marquer la mémoire du public à long terme.

5.2. Evènements grand public adaptés aux bassins internationaux

5.2.1. Rivières d'images et fleuves de mots

L'association European Rivers Network (ERN) mène depuis plusieurs années, sur le bassin de la Loire, le projet pédagogique « Rivières d'images et fleuves de mots » qui allie l'éducation à l'environnement et l'expression artistique. En se basant sur cette expérience florissante, ERN a entrepris de coordonner également cette action sur le Rhin à partir de 2005, en relation avec ses partenaires Reinwater, Hëllef fir die Natur et SEE du Réseau Rhénan.

Mise en forme : Puces et numéros

Cet événement, qui utilise **l'art comme vecteur de savoir**, doit permettre de faire découvrir aux jeunes l'un des plus grands fleuves européens, et d'illustrer principalement les notions suivantes :

- le rapport amont-aval dans un bassin versant,
- le sentiment d'appartenance à ce bassin versant,
- l'eau, source de vie fragile,
- la citoyenneté européenne au fil de l'eau.

Les enseignants intéressés s'étaient engagé à travailler sur le thème de la rivière et de l'eau pendant toute l'année scolaire grâce à des cours multidisciplinaires, des sorties sur le terrain, des interventions de professionnels...Un guide pédagogique leur était fourni pour les aider dans cette démarche. L'aboutissement de ce travail de longue haleine s'est fait sous forme d'une œuvre artistique entièrement conçue par les enfants, dont le support était imposé et fourni pour assurer une homogénéité et une qualité.

Figure 13 : Exemples de toiles
(Source : Saxod Emilie, 2005)



La première expérience de RIFM sur le bassin du Rhin a reflété les richesses et les difficultés d'un travail à une échelle transfrontalière (cf. Annexe 20). Vu l'engouement suscité par cet événement, le concours RIFM sera sûrement reconduit, avec l'objectif d'avoir encore plus de classes impliquées, notamment du côté français, et une meilleure collaboration entre les partenaires territoriaux.

5.2.2. Big Jump



Mise en forme : Puces et numéros

Depuis 2000, la DCE est l'outil législatif pour atteindre le « bon état » de toutes les rivières européennes. Mais un outil législatif seul n'est pas suffisant pour atteindre ce but, un soutien populaire et une prise de conscience du public sont également indispensables à la réussite de la DCE. « Big Jump » est alors une campagne sur 10 ans lancée par l'association European Rivers Networks, qui a pour but d'accompagner la mise en œuvre de ce grand projet, en permettant la réappropriation des cours d'eau par les citoyens.

Ce projet de communication grand public doit permettre en effet de suivre la mise en œuvre effective de la DCE, et de rendre la population plus attentive à la politique de gestion de l'eau, ainsi qu'aux conséquences de ses activités quotidiennes. Il s'agit plus particulièrement d'inciter les citoyens à redécouvrir les joies universelles de la baignade, même dans un cadre urbain, de les encourager à revoir leurs exigences en matière de qualité de l'eau à la hausse, et en parallèle de pousser les autorités à intégrer ces exigences et à agir en conséquence. Si la société civile, les collectivités, les Etats et leurs institutions se mobilisent ensemble, il est possible d'inverser la tendance de dégradation de la qualité de l'eau.

En 2002, ERN a organisé la première journée de baignade internationale dans l'Elbe dans le cadre du projet « Elbe rivière vivante ». Cette expérience pilote a réuni 100'000 personnes de la source à l'estuaire pour célébrer leurs retrouvailles avec l'un des fleuves les plus pollués d'Europe en 1989, au moment de la chute du mur de Berlin. Cette réhabilitation exemplaire de l'Elbe a démontré que les efforts consentis payaient et que l'amélioration de la qualité de l'eau des rivières n'était pas une utopie ! Et le 14 juillet 2005, a eu lieu la première journée européenne de la baignade sur 31 fleuves et rivières, dont le Rhin, avec comme message diffusé « Nous voulons des rivières propres et vivantes ».

Figure 14 : le Big Jump sur le Rhin à Brisach

(Source :Saxod Emilie, 2005)



Cette première édition du Big Jump a été de grande envergure ! Cette manifestation a rencontré un véritable plébiscite populaire et médiatique. Sur le Rhin, la participation des citoyens et des structures a été très importante (cf Annexe 21).

Cet usage récréatif des cours d'eau a en outre une valeur économique non négligeable, comme les autres usages industriels ou agricoles, qui ont été parfois développés de manière prépondérante et pénalisante. Ainsi, alors que les mesures de préservation de la qualité de l'eau des rivières imposées par les directives européennes en vigueur ont un coût très élevé et demandent un investissement lourd, le développement de l'usage récréatif de l'eau en rivière, auquel participe grandement le Big Jump, peut permettre de tirer des bénéfices par le développement d'une nouvelle activité économique non négligeable ayant un impact environnemental faible. Ainsi pourquoi ne pas étudier demain le scénario d'accompagner ce mouvement avant de doter une ville d'une nouvelle piscine dans une démarche participative ?

5.3. Actions et projets pédagogiques locaux

Mise en forme : Puces et numéros

Les structures du Réseau Rhénan ont également organisé et mis en place des actions locales de sensibilisation pour informer le public sur la ressource en eau et sa gestion, pour l'intéresser d'avantage à ce domaine, lui fournir des connaissances justes, et le pousser ensuite à s'impliquer dans les projets ou à s'approprier les aménagements réalisés.

Jeu de rôle sur la DCE

Afin de tester la Directive-cadre sur les pratiques actuelles de gestion de l'eau, la fondation hollandaise Reinwater a organisé un workshop pour les gestionnaires de l'eau et de la nature, les représentants des Provinces et des associations environnementales, tous plus ou moins informés sur le contenu de la DCE.

Le groupe a été divisé en trois équipes régionales ; chaque équipe a dû caractériser différentes masses d'eau fortement modifiées selon les critères fixés par la DCE. Plusieurs leçons ont pu être tirées de ce « jeu » placé sous l'évaluation d'un jury (cf. annexe 22).

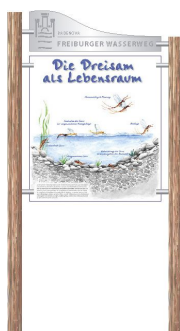
Suite à la réussite de cette première expérience, un autre jeu de rôle, suivant le même principe, va être organisé cette fois pour les agriculteurs, afin de leur faire comprendre l'importance de la DCE et les possibilités d'action à leur niveau pour résoudre, entre autre, les problèmes de pollution de l'eau.

Chemin de l'eau fribourgeois

Pour combattre la fausse conviction de la majeure partie de la population, à savoir que l'eau potable est une ressource inépuisable, Regiowasser a aménagé un chemin de l'eau le long de la Dreisam. L'objectif de ce sentier de 2 km est de sensibiliser le public au cycle de l'eau en général, à la gestion de l'eau à Fribourg, et à la rivière Dreisam. Il ne s'agit pas d'alarmer la population mais plutôt de l'enthousiasmer et de motiver son intérêt pour ces sujets (cf Annexe 23).

Figure 15 : Exemple de panneau pédagogique du chemin de l'eau

(Source : www.regiowasser.de)



Découverte rationnelle et émotionnelle de l'Alb

Umweltamt Stadt Karlsruhe a réalisé un sentier pédagogique le long de l'Alb renaturée pour sensibiliser les citoyens à la protection de cette rivière. Afin d'inciter la population à découvrir ce sentier, d'autres outils de sensibilisation ont également été pensés, à savoir : une brochure de présentation du sentier, un guide de la nature, la possibilité de faire une excursion guidée, un sac à dos découverte, une maison de la rivière (cf. annexe 24).

Ces différents outils répondent aux attentes des différents types de public. Ils sont notamment adaptés aux enfants de 10 à 14 ans et aux familles. Leur objectif est de fournir au public des informations rationnelles sur l'Alb, mais également une approche émotionnelle de la rivière. Ce concept est particulier car il est évolutif : par exemple, les aménagements du sentier de découverte ont été conçus avec des matériaux peu chers pour qu'ils puissent être modifiés au fil du temps avec les retours d'expérience.

*Figure 16 : Panneau du sentier de découverte de l'Alb
(Source : www3.karlsruhe.de/servlet/is/83099)*



Tourisme nature dans la réserve naturelle de l'Il et de ses affluents

Le syndicat de l'Il propose différentes sorties nature destinées à des personnes de tous les âges, et à des groupes variés comme des classes scolaires, des clubs locaux, des comités d'entreprise, pour découvrir et vivre le cours d'eau et son écosystème (cf. annexe 25).

Ecole et Nature

La Fondation Hëllef fir d'Natur, en collaboration avec la Lëtzebuenger Natur-a Vulleschutzliga, mène chaque année la campagne « Schoul an Natur », qui vise à sensibiliser les jeunes aux ressources en eau et à leur rôle vital pour nombre d'espèces de la faune et de la flore (cf. annexe 26). Par exemple, le thème de 2005 a été « Des ruisseaux et des fleuves vivants », avec comme animal phare l'hirondelle des rivages, espèce menacée par le manque d'endroits pour nicher le long des rivages.

De l'eau propre pour tous, tous pour de l'eau propre

La Fondation a conçu une exposition sur l'eau composée d'une vingtaine de panneaux explicatifs et de plusieurs maquettes interactives pour informer et sensibiliser le grand public à l'eau et à sa préservation (cf. annexe 26). Une première présentation de cette exposition a eu lieu dans la galerie d'un centre commercial afin de toucher un public large. L'avantage de cette exposition est qu'elle est facilement démontable, transportable et donc réutilisable.

Facture d'eau commentée

Pour sensibiliser les ménages à l'économie de l'eau, Helléfir d'Natur leur a envoyé une petite brochure explicative jointe à leur facture d'eau (cf. annexe 26).

Ces différentes expériences de sensibilisation concrétisent différentes approches pédagogiques sur le thème de la ressource en eau et de sa gestion à destination du grand public et des enfants.

5.4. Les classes d'eau : un concept d'éducation à la citoyenneté

Origines et objectifs :

Les Classes d'Eau ont été créées en mai 1987 en France par l'Agence de l'eau Seine-Normandie, suite à la préparation de son 6^{ème} Programme d'Intervention, avec l'objectif de faire prendre conscience aux enfants de l'importance de l'eau et de sa protection, en leur fournissant les éléments de compréhension, afin de leur permettre, dans le futur, de jouer pleinement leur rôle d'écocitoyen proactif.

Les classes d'eau répondent à trois objectifs :

- **La sensibilisation des jeunes** au cycle de l'eau et ses perturbations : l'eau est une ressource qu'il faut savoir protéger, économiser, gérer le mieux possible.
- **L'ouverture du système éducatif** afin d'établir une véritable collaboration avec des partenaires pour permettre aux jeunes de saisir de manière concrète certains problèmes.

- La **diversification des approches pédagogiques** pour transmettre des connaissances mais également faire acquérir des visions et des comportements vis-à-vis de l'eau, et d'une façon générale du milieu naturel.

Dans ce cadre, l'enseignant est un élément moteur pour la préparation et l'élaboration minutieuse du sujet dont dépend la réussite du projet et qui se traduit par la motivation des élèves.

Concept et organisation :

Une classe d'eau est un module de formation à l'eau d'une durée de **5 jours** consécutifs. Elle est constituée de trois parties :

Pendant la **première partie**, des responsables, d'usages ou de fonctions dans le domaine de l'eau, interviennent en classe en présence des enseignants concernés. Ils exposent leurs rôles et leurs missions respectives relatives à l'eau. Il peut s'agir d'un maire, d'un agriculteur, d'un industriel, d'un pêcheur, d'un fonctionnaire chargé de la police des eaux, d'un marinier, d'un responsable d'association de défense de la nature, d'un conseiller général, etc. Leur langage n'est pas forcément pédagogique et ils ne sont donc pas toujours compris des élèves. Mais il s'agit ici de montrer la diversité des responsabilités.

La **deuxième partie** de la classe d'eau est prévue pour permettre aux enseignants, qui ont assisté aux interventions, de traduire ces dernières en langage scolaire grâce à des ateliers au cours desquels ils traitent le thème de l'eau dans les différentes matières enseignées (français, langues étrangères, mathématiques, biologie, histoire, géographie, philosophie, arts plastiques, éducation physique et sportive). Le thème de l'eau est en effet interdisciplinaire.

La **troisième partie** vient illustrer les deux premières par des visites locales d'ouvrages ou de sites relatifs à l'eau : station de traitement d'eau, station d'épuration, château d'eau, point de captage, moulin, canal, étang ... Comme pour le choix des intervenants, le choix des visites est laissé à l'imagination et à la créativité des enseignants.

Afin de laisser dans la mémoire des élèves une empreinte durable, un **scénario formé de repères et de jalons** est inclus au programme de la classe d'eau. Il s'agit :

- de l'**ouverture** de la classe d'eau ;
- d'un **livre de bord** contenant le programme précis de la classe d'eau et une documentation sur l'eau adaptée à l'âge des élèves, dont chacun a un exemplaire à son nom dans lequel il peut noter ses observations, réflexions et insérer ses illustrations.
- D'une **production collective** de la classe ;

- D'une **séance de clôture** où sont invités les parents d'élèves, les intervenants, les élus locaux, la presse, et au cours de laquelle la production est présentée et un diplôme de participation à une classe d'eau est remis.

Il faut noter qu'en France, le principe des classes d'eau repose sur le **volontariat des enseignants** : ceux-ci ont chargés de l'ensemble de l'organisation de la classe d'eau. Un modèle de programme et de livre de bord leur est fourni, mais ils sont libres d'adapter l'un et l'autre aux conditions locales et à leur propre conception d'une classe d'eau. Si le projet répond aux cahiers des charges, l'Agence de l'eau Seine-Normandie leur envoie un financement d'environ 500 Euros pour payer principalement les frais de transport de la classe sur les lieux de visite, la reproduction du livre de bord pour chaque élève et les frais d'organisation de la séance de clôture.

Ce module éducatif fait donc appel à une pédagogie active en lien avec les programmes officiels. La Classe d'eau est également l'occasion de rencontrer des acteurs de l'eau et permet de découvrir l'environnement par les visites de terrain. Il s'agit de faire connaissance avec l'eau sous toutes ses formes et de réaliser un projet collectif. Plusieurs modèles de classes d'eau ont été mis au point au fil des années pour s'adresser à différents niveaux, des premiers cycles d'école jusqu'à l'université, et même à des publics d'adultes (personnel de santé, responsables d'entreprise, élus locaux, ...).

5.45.5. Synthèse et recommandations suite aux retours d'expérience

Mise en forme : Puces et numéros

Une campagne de sensibilisation se décline généralement en cinq étapes principales:

- ❖ la recherche, la collecte et l'analyse de **données** ;
- ❖ l'élaboration, sur la base de ces statistiques locales, de **messages clés** accessibles à tous. Ces messages doivent promouvoir les cas de réussite, recenser les déficits et fixer les étapes ultérieures à la campagne.
- ❖ La **mobilitation** d'autres entités et la **planification** de la manifestation ;
- ❖ la **communication** et la collaboration avec les **médias**. Cette étape de médiatisation est très importante car elle peut servir de levier pour inciter le public à participer et pour motiver certains réticents ; elle peut également enclencher a posteriori une dynamique qui va prolonger les effets, et elle prépare le terrain pour de futurs projets. Aussi, il est préférable de combiner plusieurs moyens de communication : média

conventionnels ou non, organisation de grands évènements, soutien par des célébrités, utilisation de réseaux existants, utilisation de logos...

- ❖ **L'évaluation** des résultats de la manifestation, la mesure de son succès, l'organisation d'un suivi et la réalisation d'actions tangibles.

Des choix sont à faire quand à la portée de la campagne, aux groupes cibles, au changement de perception ou de comportement désiré.

L'éducation à l'environnement est essentielle, elle doit accompagner la mise en œuvre de chaque politique et projet, et donner au public l'opportunité d'appréhender l'environnement sous différents angles en mobilisant son **esprit d'initiative** et son **sens des responsabilités**.

Les actions d'éducation à l'environnement doivent permettre au public concerné de :

- ❖ vivre l'environnement comme une **expérience personnelle**,
- ❖ voir l'environnement comme un **thème d'apprentissage**,
- ❖ faire de l'environnement le cadre d'une **activité sociale**.

Il s'agit de le sensibiliser à son rôle de citoyen. Mais pour qu'elles soient efficaces, il faut qu'elles soient adaptées au niveau de connaissance et de conscience du public. Il faut chercher à sensibiliser le plus grand nombre de personnes ; les élus et les services techniques doivent être un des premiers publics à toucher.

De plus, pour aborder les concepts de bassin versant et de gestion de l'eau, une **approche systémique** et des connaissances dans des domaines variés (géographie, biologie, physique-chimie,...) sont nécessaires. Dans ce cas, les actions de sensibilisation doivent être **transversales, interdisciplinaires**, et favoriser le **décloisonnement**.

Aussi, il ne faut pas hésiter à favoriser des **approches émotionnelles et créatives** de l'éducation à l'environnement pour renforcer le poids de la sensibilisation quel que soit le domaine, et toucher, de façon plus intense, un public plus important. En effet, lorsque la sensibilisation passe par le vécu, le contact direct avec le cours d'eau, l'événement, ou que l'art est utilisé comme vecteur de communication, elle est plus marquante, et cela de façon durable. Or il est primordial que l'éducation à l'environnement s'inscrive dans le **long terme**.

CONCLUSION

Rejet ? Neutralité ou appropriation ? La réussite de l'association et de la sensibilisation du public conditionne en grande partie le succès et l'efficacité d'un projet et d'une politique. Impliquer et sensibiliser les personnes ou les groupes concernés par les décisions, en amont et tout au long d'un projet, permet aux gestionnaires de mieux connaître le contexte local, de répondre aux attentes, de faciliter la mise en œuvre ultérieure du projet, et de renforcer sa légitimité et sa transparence.

Il n'existe pas une mais des méthodes d'association du public. Les différentes études de cas du Réseau Rhénan offrent alors un large panel de situations et d'outils de participation du public. Leurs réussites et leurs échecs permettent de tirer des leçons pour de futures démarches. Bien que ces expériences se déroulent dans plusieurs pays avec des contextes culturels différents, les mêmes interrogations et les mêmes difficultés pour associer le public au processus de décision reviennent. Certaines techniques d'association et de sensibilisation du public sont utilisées par plusieurs partenaires, ce qui permet d'avoir un retour d'expérience étoffé. L'étude de projets transfrontaliers comme celui de la renaturation du Vieux Rhin, du concours Rivières d'images fleuves de mots ou de la journée de baignade Big Jump, montre que les démarches d'association et de sensibilisation du public à une échelle internationale bénéficient d'une richesse culturelle et sociale, mais qu'elles sont également confrontées à des obstacles administratifs et organisationnels.

Initier un processus participatif n'est pas chose facile, cela demande un investissement, de la persévérance, parfois des remises en cause, que ce soit du côté des gestionnaires comme celui du public. Mais c'est une démarche indispensable à la bonne conduite de projets, à leur articulation avec la politique globale de planification et à leur inscription dans le long terme. C'est également une démarche dont chaque partie ressort enrichie si certaines règles de fonctionnement sont respectées.

Les actions d'éducation permettent-elles de faire comprendre, de faire prendre conscience, d'orienter la curiosité et la réflexion, pour contribuer au final à un jugement et à l'engagement. Sensibilisation et participation sont donc indissociables et complémentaires.

Enfin, la qualité de l'association et de la formation du public dépend en grande partie de la qualité de la communication et de l'animation qui les entourent.

Le guide que j'ai réalisé recense des outils de mise en œuvre de la participation du public et des facteurs de succès, mais il ne fournit pas de recette miracle ! Il propose des recommandations générales utiles à tout porteur d'une démarche territoriale dans le domaine de l'eau, mais il revient à chacun de se questionner sur les spécificités de son territoire et les finalités de son projet : il n'est pas rare que de multiples impératifs et contraintes s'opposent ; il faut beaucoup de subtilité et de jugement pour bien apprécier chaque contexte et pour mettre en œuvre ces conseils au cas par cas.

Messages à retenir

- ❖ La participation du public permet d'augmenter la **légitimité** des décisions politiques.
- ❖ L'**articulation** entre les orientations et politiques de long terme, et les projets et actions de court terme, est essentielle : elle doit être intégrée et mise en œuvre par les gestionnaires, et lisible aux yeux du public.
- ❖ La volonté politique doit être **crédible** et **affirmée dans le temps**.
- ❖ L'approche participative est à penser au cas par cas, elle doit être adaptée à l'**échelle** du projet et à l'enjeu de la **problématique**. Elle est à organiser en amont des décisions.
- ❖ Il existe de nombreux **outils et techniques** d'association du public, plus ou moins simples et coûteux à mettre en place. Il n'y a pas de bons ou de mauvais instruments ; leur **choix et leur usage** sont à faire en fonction du public visé, du stade du projet et des ressources disponibles.
- ❖ L'organisation basique d'une décision collective doit suivre quatre temps :
 - l'**information** des parties concernées,
 - la **discussion** sur les différents scénarii possibles sur la base d'un examen approfondi de leurs conséquences,
 - la **décision** et les modalités de son accompagnement,
 - l'**évaluation** et le **compte-rendu**
- ❖ Le ou les **animateurs** de la démarche participative ont un rôle moteur d'accompagnement ; ils doivent être motivés, ouverts, persévérants, et avoir le sens de l'intérêt commun.
- ❖ L'**information et la formation** du public permettent de le sensibiliser et d'alimenter sa réflexion pour qu'il puisse donner son avis et participer à un projet en toute connaissance de cause. Ce sont des moyens de développement de la prise de conscience et de la responsabilisation, qui doivent favoriser la mise en place progressive d'une culture commune de la participation et de l'eau.
- ❖ Créer l'**événement** permet d'appeler l'attention des médias et de transmettre un message à un grand nombre de personnes de façon divertissante et stimulante.
- ❖ Les **approches émotionnelles et interdisciplinaires** d'éducation à l'environnement permettent de marquer les mémoires durablement.
- ❖ La **communication, l'animation, la médiatisation et l'innovation** ont un rôle clé dans le bon déroulement des démarches d'association et de sensibilisation du public.

BIBLIOGRAPHIE

Généralités sur le concept et les méthodes de participation :

Agence de l'eau Loire-Bretagne :

- **La participation du public au processus de décision dans le cadre de la directive cadre sur l'eau- Exemple du bassin Loire-Bretagne** - Assemblée générale du RIOB, 2004.
- **Pour le SAGE, animer la concertation et la communication** - Guide méthodologique, 2001.

Agence Régionale de Développement du Limousin, Mieux gérer pour moins dépenser - Guide à l'usage des communes rurales, 1997.

Allain S. et Emerit A., Projets d'aménagement hydraulique, concertation et planification participative de bassin : une approche en terme d' « Action Publique Négociée » - Nature Science Société 11, 2003.

André-Dumont Florence, Vade-mecum d'une expérience de participation citoyenne – Le panel de citoyens : quel Brahan wallon pour demain ?

Association Rivière Rhône-Alpes :

- **La gestion de l'eau : comment développer la participation du grand public** – Synthèse de l'a journée technique d'information et d'échanges du 7 décembre 2004.
- **Conflits et tensions dans le domaine de l'eau** - Synthèse de l'a journée technique d'information et d'échanges du 8 juin 2005.

Cartel-eau, Lettre hebdomadaire n°230, 2005.

Commissions internationales pour la protection de la Moselle et de la Sarre, Pour atteindre le bon état des eaux...ensemble nous agissons ! – Mise en œuvre de la directive-cadre européenne sur l'eau dans le bassin de la Moselle et de la Sarre, 2005.

Direction de l'eau, Information, consultation et participation en matière de planification de l'eau par bassin versant – Mise en œuvre de l'article 14 de la directive cadre européenne par bassin versant, note de cadrage, 2004.

European Commission – Working group 2. 9 “public participation”, Public participation in relation to the Water Framework Directive - Guidance document n°8, 2003.

Klinkers Public Policy Consultants, Production process interactive policy development.

Lerond M., Larrue C., Michel P., Roudier B., Sanson C., L'évaluation environnementale des politiques, plans et programmes- Objectifs, méthodologies et cas pratiques, 2003.

Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable – Délégation au développement durable, Retour d'expériences et éléments de méthode pour les agendas 21 – Outils et démarches en vue de la réalisation d'agendas 21 locaux, 2004.

Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable - Direction de l'eau, **Propositions des citoyens et des acteurs de l'eau** - Débat national sur la politique de l'eau, 2004.

Office International de l'Eau, **Guide de recommandations pour une meilleure gestion de l'eau entre les régions de têtes de bassin et d'aval**, 2001.

Organisation mondiale de la Santé, **Célébration de la décennie internationale d'action, l'eau source de vie** – guide de sensibilisation, 2005.

Osterreichischen Gesellschaft für Umwelt und Technik, **Das Handbuch Umweltmediation : Konflikte lösen mit alle beteiligten**, 2001.

Pilothafte Ermittlung und Analyse von Zielgruppen für die Öffentlichkeitsbeteiligung nach Art.14 Wasserrahmenrichtlinie in einer Flussgebieteinheit

Rinaudo J.D et Garin P., **Etats qualitatifs et quantitatifs des eaux souterraines – Participation du public et planification de la gestion de l'eau : nouveaux enjeux et éléments de méthode.**

WWF-Belgium and WWF-Greece, **Lessons learned - Implementation of the Water Framework Directive : role of local authorities and citizens in securing long-term water resource conservation**, 2003.

Sites Internet :

www.agora21.org : développement durable

<http://www.collinsassoc.ca/water/chapter1.htm> : campagnes de sensibilisation (UNESCO)

www.ecole-et-nature.org : éducation à l'environnement

www.ecologie.gouv.fr : MEDD

www.epa.gov : agence de protection de l'environnement du Royaume-Uni

www.fgf.be : fondation pour les générations futures

www.legifrance.gouv : loi de transposition de la DCE en droit français

www.partizipation.at : participation et médiation environnementale en Europe

www.mcreq.org/dd/outils.html : boîte à outils et bonnes pratiques

www.toolkitparticipation.com : boîte à outils

www.un.org/waterforlifedecade : décennie internationale d'action « l'eau, source de vie »

Etudes de cas du Réseau Rhénan :

Agence de l'eau Rhin-Meuse, **Etat des lieux – Secteur de travail international « Moselle-Sarre »**.

www.eau2015-rhin-meuse.fr : agence de l'eau Rhin-Meuse

www.hfn.lu : fondation Hëllef fir die Natur

www.iksr.org : commission internationale de protection du Rhin. Plan d'action contre les inondations.

www3.karlsruhe.de/servlet/is/83099 : l'Alb à Karlsruhe.

www.illrenaturierung.de : renaturation de l'Ill

www.reinwater.nl : fondation Reinwater

www.regiowasser.de : Regiowasser

www.bilderschiff.de : rivières d'images, fleuves de mots sur le Rhin

www.rheinspringen.de : journée de baignade dans le Rhin

La seconde jeunesse du Vieux-Rhin supplément n°1 à Citoyen Nature n°2 (Alsace Nature)

www.restrhein.de : projet de renaturation du Vieux Rhin

www.unsere-dreisam.de : projet de renaturation de la Dreisam

www.rivernet.org : European Rivers Networks. Big Jump, RIFM

Partenaires du Réseau Rhéna – Contacts et missions

- **Naturlandstiftung Saar (Allemagne) :**

Feldmannstrasse 85
D-66119 Sarrebrück
www.nls-saar.de

La „fondation sarroise pour la nature“ est un établissement privé régi par le droit civil. Elle est active depuis 1976 pour la protection de la nature en Sarre ce qui en fait la plus ancienne fondation de ce type de la république fédérale d'Allemagne. Le Comité de la fondation regroupe toutes les associations sarroises de protection de la nature, ainsi que le conseil du Land, 35 agglomérations et communes et plusieurs entreprises.

L'objectif de la fondation est de préserver les espèces endémiques de faune et de flore, et de protéger et développer la biodiversité du territoire sarrois. Pour cela, elle tente d'acquérir des terrains à haute valeur écologique et de créer un réseau d'espaces protégés.

- **Solidarité Eau Europe (France) :**

40 rue Rathgeber
F-67100 Strasbourg
www.s-e-e.org

Le réseau Solidarité Eau Europe a vu le jour lors d'un Forum européen organisé à Strasbourg en 1998 sur le thème de "L'eau, source de citoyenneté, de paix et de développement régional". Grâce à l'initiative conjointe du Secrétariat International de l'Eau et de la Commission de l'Environnement, de l'Aménagement du territoire et des pouvoirs locaux de l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe, ce forum aboutit à l'adoption d'une déclaration de référence: la "Déclaration de Strasbourg". Les principes de cette déclaration, déposée à la Conférence Internationale sur l'Eau et le Développement Durable qui eut lieu à Paris en mars 1998, constituent la principale référence de Solidarité Eau Europe.

Officiellement inscrit au registre des associations depuis le 15 juin 1998, le réseau Solidarité Eau Europe est régi par les articles 21 à 79 du code civil local maintenu en vigueur en Alsace par la loi du 1er juin 1924 de la République Française.

- **Ecologic (Allemagne) :**

Pfalzburger Str 43/44
D-10717 Berlin
info@ecologic.de
www.ecologic.de

Ecologic est un comité d'experts privé indépendant, à but non lucratif, dans les domaines de la recherche environnementale appliquée et de l'analyse politique. Il a pour mission de promouvoir des idées novatrices et concrètes de développement durable. Fondé en 1995, Ecologic est le partenaire allemand du réseau des Instituts pour une politique environnementale européenne.

- **European Rivers Network (France) :**

8 rue Crozatier
43000 Le Puy
info@rivernet.org
www.rivernet.org

European Rivers Network est une ONG à but non lucratif, dont le but est de mettre en réseau les associations locales, régionales, nationales et internationales qui travaillent en faveur de la protection des rivières et d'améliorer la communication entre elles. ERN relie également des organisations de domaines différents comme l'environnement, la culture, l'éducation et les droits humains.

ERN, fondé en 1994 par Roberto A. Eppele et soutenu par [IRN San Francisco](#), [S.O.S. Loire Vivante](#), EURONATURE et DUH (Deutsche Umwelthilfe), s'engage pour une gestion des rivières selon des critères de développement durable et de préservation.

- **Fondation Hëllef fir d'Natur (Luxembourg) :**

Rte de Luxembourg
L-1899 Kockelscheuer
hfn@gms.lu
www.hfn.lu

La Fondation Hëllef fir d'Natur, organisme d'utilité publique, s'investit concrètement et avec succès depuis 1982 pour la sauvegarde de la nature, avec ses associations membres, la [Lëtzebuurger Natur- a Vulleschutzliga](#), [NATURA](#), la Société des Naturalistes Luxembourgeois et AAT.

Ses cinq principaux domaines d'activités sont:

- l'acquisition et la gestion de réserves naturelles et en ce la protection concrète de la nature
- la réalisation d'études et de recherches scientifiques appliquées,
- la mise en œuvre de projets nationaux, interrégionaux et européens ayant comme objectif principal la préservation et la promotion de l'environnement naturel,
- l'information et la sensibilisation relatives à la sauvegarde de la nature,
- la collecte de fonds pour financement des acquisitions et des gestions.

- **Regiowasser e.V (Allemagne) :**

Alfred-Döblin Platz 1
D-79100 Fribourg
post@regiowasser.de
www.regiowasser.de

Regiowasser est une initiative qui regroupe les personnes et les institutions actives dans le domaine de l'eau dans la région de Fribourg.

Suite à l'incitation du cercle de travail « Eau » de l'association des initiatives citoyennes pour la protection de la nature, un groupe de travail interdisciplinaire « regioWASSER2005 » a d'abord vu le jour en 1999. Ce dernier a permis de développer, en collaboration avec les experts de l'eau régionaux, des pistes pour une politique de l'eau durable dans la région de Fribourg. Les résultats de ce groupe de travail ont été présentés publiquement lors des journées régionales de l'eau en 2001. Mais pour que le travail de regioWASSER2005 soit plus coordonné et repose sur une base institutionnelle, l'association « Regiowasser » a été créée.

- **Stichting Reinwater (Pays-Bas) :**

www.reinwater.nl

- **Umweltamt Stadt Karlsruhe (Allemagne) :**

www3.karlsruhe.de/servlet/is/83099

- **Zweckverband Illrenaturierung (Allemagne)**

Zum Klingelfloss
D-66571 Eppelborn
info@illrenaturierung.de
www.illrenaturierung.de

„L'association pour la renaturation de l'Ill“ a été créée le 18 décembre 1990 par le regroupement des communes Eppelborn, Illingen, Marpingen et Merchweiler, et de la fondation pour la protection de la nature sarroise.

Sa tâche principale est le portage du programme de renaturation de l'Ill, un projet de protection et de valorisation de la nature exemplaire.

Liste des figures

- Figure 1** : Les trois formes d'association du public d'après la DCE
- Figure 2** : Carte du Bassin du Rhin et localisation des études de cas
- Figure 3** : Les trois articulations du guide
- Figure 4** : Méthodologie de référence pour une politique interactive et participative
- Figure 5** : Outils existant en fonction du type d'association du public
- Figure 6** : Outils d'association du public et phases d'utilisation les plus appropriées
- Figure 7** : Carte du bassin Moselle-Sarre
- Figure 8** : Les grandes étapes de la DCE et l'échéancier français
- Figure 9** : Projet du Vieux Rhin renaturé
- Figure 10** : L'Ill et ses prairies alluviales renaturées
- Figure 11** : L'Alb avant et après sa renaturation
- Figure 12** : Modes des campagnes de sensibilisation
- Figure 13** : Exemples de toiles du concours RIFM
- Figure 14** : Le Big Jump sur le Rhin à Brisach
- Figure 15** : Exemple de panneau du chemin de l'eau fribourgeois
- Figure 16** : Panneau du sentier de découverte de l'Alb

Liste des annexes

- Annexe 1** : Présentation du Réseau Rhéna
- Annexe 2** : Organigramme de l'OIEau
- Annexe 3** : Compte-rendu du colloque de février à Saarbrücken
- Annexe 4** : Compte-rendu du colloque d'avril à Karlsruhe
- Annexe 5** : Trame pour l'entretien des partenaires
- Annexe 6** : Ordre de mission pour la semaine d'entretiens
- Annexe 7** : Ordre de mission pour la fête de clôture RIFM
- Annexe 8** : Extrait du rapport d'Ecologic
- Annexe 9** : Article pour les Nouvelles de l'OIEau
- Annexe 10** : Schéma général de la méthode « Klinkers »
- Annexe 11** : Tableau de comparaison entre évaluation conventionnelle et participative
- Annexe 12** : Tableau de synthèse des différents types d'association du public pour la mise en œuvre de la DCE dans chaque pays du bassin Moselle-Sarre
- Annexe 13** : Questionnaire français de consultation du grand public pour Rhin Meuse
- Annexe 14 A** : Fiche PP « Gestion de la Syre et de ses affluents »
- Annexe 14 B** : Carte du bassin versant de la Syre et localisation du SIAS
- Annexe 14 C** : Semaine de l'eau au Luxembourg : programme et questionnaire
- Annexe 15 A** : Fiche PP « Renaturation du Vieux Rhin entre Weil et Brisach »
- Annexe 15 B** : Résolution pour le Vieux Rhin
- Annexe 16** : Fiche PP « Renaturation et développement de la Dreisam »
- Annexe 17** : Fiche PP « Renaturation de l'Ill et de ses affluents »
- Annexe 18** : Fiche PP « Mise en valeur de l'Alb renaturée »
- Annexe 19** : Tableau de synthèse : étude comparée des différents outils
- Annexe 20** : Fiche Sensibilisation "RIFM"
- Annexe 21** : Fiche Sensibilisation "Big Jump"
- Annexe 22** : Fiche Sensibilisation « Jeu de rôle sur la DCE »
- Annexe 23** : Fiche Sensibilisation « Chemin de l'eau fribourgeois »
- Annexe 24 A** : Fiche Sensibilisation « Découverte de l'Alb »
- Annexe 24 B** : Outils d'information et de sensibilisation du public sur l'Alb
- Annexe 25** : Fiche Sensibilisation « Tourisme Nature sur l'Ill »
- Annexe 26** : Fiches Sensibilisation « Actions d'Hëllef fir d'Natur »
- Annexe 27** : Fiche Sensibilisation « Classes d'eau »

